

la Révolution prolétarienne

REVUE SYNDICALISTE REVOLUTIONNAIRE

Fondée par **Pierre MONATTE** en 1925

La trente-septième année de la R. P.

Le NOYAU

Après le referendum

par Raymond GUILLORE

Comme Napoléon III

par Robert LOUZON

Grève générale en Belgique

par Jean DE BOE

Réduction d'activité dans l'automobile

par G. THARREAU

Derrière la façade congolaise

par l'ITINÉRANT

Trois ans en Tunisie

par Jacques GALLIENNE

LA RÉVOLUTION PROLÉTARIENNE

Revue syndicaliste révolutionnaire
(mensuelle)

CONDITIONS D'ABONNEMENT

FRANCE - ALGERIE

Six mois 8 NF (800 fr.)
Un an 15 NF (1.500 fr.)

EXTERIEUR

Six mois 10 NF (1.000 fr.)
Un an 18 NF (1.800 fr.)

Le numéro : 1,50 NF (150 francs)

ADRESSER LA CORRESPONDANCE
concernant la Rédaction
et l'Administration à la
Révolution prolétarienne

14, rue de Tracy — PARIS (2^e)
Téléphone : CENTRAL 17-08

PERMANENCE

Les jeudis de 18 h. à 19 h.
Les samedis de 17 h. à 19 h.

UTILISER POUR LES ENVOIS
DE FONDS

notre compte chèques postaux
Révolution prolétarienne 734-99 Paris

Sommaire du N° 457 - Janvier 1961

La trente-septième année de la R.P.	LE NOYAU
Après le référendum : Retournons aux choses sérieuses	R. GUILLORE
1925-1961. — Le succès, c'est d'entreprendre et de persévérer	R. HAGNAUER
Licenciements dans l'industrie automobile Non ?	G. THARREAU
L'ouvrier d'aujourd'hui	J. PERA
Après le comité national de « Force ouvrière »	L. M.
Grève générale en Belgique	J. SOFFIETTO
Contre la régression sociale	D.P.M.
	J. DE BOE
Notes d'économie et de politique. — Comme Napoléon III. — En place pour le quadrille !	R. LOUZON
Arrestations en Hongrie	J. GALLIENNE
Trois ans en Tunisie	F. CHARBIT
De quoi parlent les députés au Soviet suprême	G.S.
Le travail : « Gloire et Honneur » en Allemagne orientale	L'ITINERANT
Derrière la façade congolaise	
Parmi nos lettres. — A propos du référendum (G. Walusinski). En Asie méridionale : intellectuels et décolonisation	R. HAGNAUER
La Fédération autonome des métaux revendique	A. LAUDE
Présence d'Albert Camus	
A travers les livres. — Le Syndicat de Baugnoux, d'Emile Guillaumin (J.-D. M.). — Les Instituteurs, numéro de janvier du « Crapouillot ». — Poèmes in-soumis, de Léna Leclercq. La première réunion du nouveau « Noyau »	

CONTINUITÉ DE LA R. P.

Certains correspondants nous accusent parfois de « dévier », de n'être plus fidèles ni à notre titre, ni à l'esprit de ceux qui ont fondé cette revue. Nous sommes bien tranquilles sur ce point. La continuité de la « R.P. » dans sa pensée et dans son action, à travers les transformations et les mutations économiques et sociales, elle apparaît à tout lecteur objectif. A l'appui de cette affirmation, voici quelques extraits de la « R.P. » d'avril 1947. C'était le premier numéro de réparation après 91 mois de silence imposé par les censures et les autorisations préalables. Ces courts extraits pourraient, encore aujourd'hui, constituer notre charte :

...Pas plus qu'en 1925 et en 1939 la R.P. ne sera l'organe d'une chapelle, d'une secte ou d'une tendance. Fidèle à l'esprit de Fernand Pelloutier et du syndicalisme de 1906, fidèle aux traditions de la Vie ouvrière d'avant 1914, elle demeurera une « coopérative intellectuelle », qui ne vend pas « d'articles tout faits », des « comprimés d'idéologies », qui ne diffuse pas de slogans. Elle veut fournir aux travailleurs les moyens de construire leur propre opinion, d'édifier leur propre jugement, de déterminer librement et volontairement les conditions de leur action autonome...

Notre titre : LA REVOLUTION PROLETARIENNE est autre chose qu'une étiquette — il est la plus claire expression de nos espoirs : Une révolution faite par les travailleurs, une révolution qui ne soit que la conclusion et le couronnement de l'action ouvrière — ce qui sup-

pose un syndicalisme indépendant, une classe ouvrière éclairée sur sa mission et ses responsabilités, la renaissance de l'internationalisme ouvrier. Une révolution qui, selon la formule plus actuelle et plus saisissante que jamais, aboutisse au passage de l'humanité du règne de la nécessité à celui de la liberté...

Nous ne demandons pas aux travailleurs qui nous liront de « croire en nous » et de nous suivre. Nous leur demandons, aujourd'hui, comme hier, de « croire en eux » et de suivre les décisions de leur propre conscience. Nous ne voulons que leur répéter ce que disaient les rédacteurs du « Manifeste des Communistes », les fondateurs de la Première Internationale, les organisateurs et les animateurs de la vieille C.G.T. des temps héroïques :

« LE SALUT EST EN VOUS ! ».



LA TRENTE-SEPTIÈME ANNÉE DE LA R. P.

En 1960, la «R.P.» a perdu son fondateur, Pierre Monatte. Il l'avait créée il y a trente-six ans. On ne fera croire à personne qu'une telle persistance n'ait pas de cause objective, ne réponde pas à un besoin profond, ne traduise pas un courant dont la source vient de loin et qui n'est pas qu'un ruissellement fugitif. Ceux qui invoquent toujours «l'Histoire», les nécessités historiques, comment expliqueront-ils que, pendant plus d'un tiers de siècle déjà, la «R.P.» se soit maintenue? S'ils disent que cela n'est dû qu'au fait qu'une petite équipe de militants — dévoués et désintéressés, selon les uns; acharnés dans le mal et persévérants dans l'erreur, selon les autres — que quelques militants donc se sont toujours trouvés là pour faire la «R.P.», ils n'auront ainsi que tourné l'obstacle. Il leur faudra encore expliquer comment, pendant trente-six ans, il a été possible de réunir cette équipe, de la conserver et de la renouveler à travers une époque agitée et malgré les disputes, les oppositions et les déchirements. La personnalité exceptionnelle de son fondateur est certes pour beaucoup dans cette persistance: il a communiqué sa propre ténacité aux premiers compagnons; il a provoqué ces allusions qui, à des moments différents, sont venues renforcer ou compléter l'équipe. Il n'a pu le réussir que parce que son œuvre n'était pas artificielle, qu'elle puisait ses forces réelles dans la vie ouvrière internationale, qu'elle en était une des manifestations. Les observateurs et les historiens impartiaux ne s'y sont jamais trompés.

Au milieu de 1960, la mort de Pierre Monatte a été ressentie par nous tous avec une douleur qui n'est pas apaisée. Les premiers jours de l'année nous avaient déjà cruellement frappés — et, avec nous, toute la jeunesse du monde — par la disparition d'Albert Camus qui, malgré la brièveté de sa vie, aura été le témoin inspiré de son époque et, à sa place éminente d'artiste et de philosophe, aura dit mieux que personne ce qui est au fond de nous.

La «R.P.» continue. Justement parce que la pensée de Pierre Monatte survit à sa carcasse et que la révolution est «permanente» comme le rappelait un des nôtres dans notre dernier numéro. La réunion que nous avons tenue en novembre, avec «Les amis de Pierre Monatte» et le «Cercle Zimmerwald», a été pour nous très encourageante. Rassemblés autour du souvenir de notre vieux compagnon, nous avons voulu, à son exemple, nous accrocher au présent et nous n'avons pas craint de regarder l'avenir, armés que nous sommes de ses enseignements. Comme suite à cette assemblée, nous avons, en décembre, fait appel à plusieurs militants pour qu'ils viennent grossir le «noyau» ou pour qu'ils apportent à notre revue une collaboration plus fréquente. La solidarité qu'ils nous ont exprimée à cette occasion et dont nous parlons d'autre part est un des signes qui montrent que la R.P. n'est pas en train de mourir. Cela ne fait peut-être pas l'affaire de tout le monde. D'aucuns danseraient bien la danse du scalp autour de son cadavre. Ce n'est pas encore en 1961, croyons-nous, qu'ils auront cette satisfaction. Encore faut-il que nous veillions au grain.

Il y a peut-être encore des lecteurs qui s'étonnent de ne pas trouver ici de consignes. Il y en a qui n'admettent pas ces divergences d'opinion qui éclatent dans chacun de nos numéros. C'est qu'à la R.P. nous ne sommes pas fournisseurs de vérités. Nous cherchons, chaque jour et sur chaque question, la vérité. Ce n'est pas toujours très confortable. Mais il faut en prendre son parti. Le plus curieux est sans doute que, en dépit de ces dissonances (à cause d'elles peut-être), l'oreille la moins bien disposée arrive facilement à dégager un thème de notre concert. Nous ne faisons que des variations sur un vieux thème: celui qui parle de bien-être et de liberté. Il doit arriver souvent que nous nous trompions. Cependant, nous n'avons pas peur d'une confrontation de nos opinions avec les faits. Qu'on relise par exemple ce que nous avons écrit sur l'Algérie! Après tout, pourquoi un lecteur malicieux ne ferait-il pas ce travail très utile de recherche de nos erreurs (il pourrait aussi, s'il lui reste du temps, rechercher les confirmations que les faits nous ont apportées)?

Et l'action? De temps en temps, une lettre véhémentement nous fait le reproche de délaissier l'action. (Il n'est d'ailleurs pas sûr que ce correspondant en fasse beaucoup plus que nous.) Quelle action? Il y a l'action individuelle et l'action collective. Pour la première, chacun de nous fait ce qu'il peut en essayant de mettre le moins de désaccord possible entre ce qu'il dit et ce qu'il fait. Comme tout le monde, nous n'y réussissons qu'imparfaitement. Dans l'action collective, il faut distinguer celle qui est spontanée et celle qui est organisée. L'action spontanée, nous tablons beaucoup sur elle ici, et elle en surprendra bien d'autres avant nous. Quant à l'action organisée, il ne faut pas oublier que nous sommes tous des syndiqués (certains d'entre nous ont même ce qu'on appelle habituellement des «responsabilités syndicales»). En tout cas, nous sommes dans «le mouvement réel». On ne nous trouve pas parmi ceux qui rechignent à l'action. Etant bien entendu que nous y allons avec un esprit critique qui est le fond même de notre caractère.

C'est sans doute parce que nous abordons une nouvelle année de lutte que nous nous livrons à cette autocritique complaisante. C'est surtout parce que nous tenons à maintenir entre les lecteurs de la «R.P.» et le «noyau» des rapports fraternels qui supposent la confiance, mais une confiance non aveugle. Que chaque lecteur n'oublie pas qu'il est un rédacteur éventuel. Rédacteur bienveillant, évidemment, comme les autres. La «R.P.» est une vieille revue qui a conservé beaucoup d'originalités. L'une d'elles est que personne n'est payé pour

Vous avez besoin d'une bonne boussole. Je n'en connais qu'une: l'intérêt ouvrier, celui de la classe ouvrière française, celui aussi des ouvriers de tous les autres pays. L'intérêt général, l'intérêt national: fichaises et tromperies.

Pierre MONATTE.
(«R.P.», avril 1947.)

y écrire; au contraire — le droit de dire ce qu'on pense étant un privilège exceptionnel — Il est juste que l'on paye pour l'exercer. Ajoutons que le travail plus obscur mais non moins utile des camarades qui s'occupent de l'administration s'effectue également sans autre rémunération que la satisfaction du travail accompli et de son résultat toujours fragile: l'équilibre de notre caisse. C'est de cette question de « sous » dont nous voulons maintenant parler.

Appendice où il est question de gros sous

D'où vient l'argent? La réponse se trouve à la dernière page de chacun de nos numéros. La comptabilité de la R.P. est d'une extrême simplicité. Les dépenses sont: l'impression, l'envoi et quelques frais d'administration extrêmement réduits. Les recettes reposent principalement sur les abonnements: abonnements ordinaires et abonnements de soutien. Avec cela, nous faisons et nous payons 11 numéros par an à 24 pages. A raison de 15 NF par an, l'abonné reçoit la revue à son prix de revient (et même à un peu moins que son prix de revient). Sans les abonnements de soutien, sans les souscriptions, notre navire coulerait. Il ne coulera pas parce que la fidélité de ce « réseau » est à toute épreuve. Mais il nous faudrait un peu plus d'aise pour pouvoir augmenter le nombre de pages quand cela est nécessaire, tirer un tract quand cela s'impose. Nous ne croyons pas pouvoir augmenter le prix de l'abonnement. Mais il faut *absolument* faire monter le nombre des abonnés (le prix de revient dimi-

nue quand le tirage augmente). Chacun doit s'y employer avec persévérance. Chacun doit avoir son plan à son usage personnel. La vente au numéro pourrait être mieux organisée. La décentralisation serait utile aussi en ce domaine: un camarade s'occupe d'un dépôt ou d'une diffusion limitée. Et puis, il y a surtout l'appel à ceux qui sont déjà les plus dévoués (chez nous aussi, ce sont toujours les mêmes qui payent). Lors de notre assemblée de novembre que nous rappelons plus haut, un camarade a fait la proposition d'un versement régulier mensuel dont le montant peut dépendre du budget de chacun, mais qui ne le grèverait pas sensiblement plus qu'il ne l'est déjà. Il est possible que nous établissions cette « surtaxe ». Que certains de nos amis ne s'étonnent pas s'ils reçoivent un « avertissement sans frais ». Il est même recommandé de ne pas l'attendre.

* *

Comme quoi, si nous avons confiance dans la santé de la « R.P. » parce qu'elle se nourrit de la meilleure sève ouvrière, nous ne comptons ni sur Dieu, ni sur César, ni sur quelque tribun, pour assurer son existence. Nous comptons sur le groupe de militants et d'amis dont la « R.P. » est la libre tribune. Autour du « noyau », le cercle doit s'agrandir. C'est le vœu que nous formulons pour elle et pour nous au début d'une nouvelle année de lutte. La « R.P. » continuera d'y tracer inlassablement son sillon, fidèle à ses fondateurs, au seul service de la classe ouvrière, de la « révolution prolétarienne », longue marche où notre « R.P. » avance à son pas.

LE NOYAU.

1925-1961

LE SUCCÈS C'EST D'ENTREPRENDRE ET DE PERSÉVÉRER

Le premier janvier 1961, la « R.P. » entre dans sa trente-septième année. Nous avons quelque peine à réaliser ce que représente une si longue existence. Notons encore une fois que c'est un cas unique dans le mouvement ouvrier. N'objectez pas que des journaux comme « l'Humanité », « la Vie Ouvrière », « le Populaire », « le Peuple » sont nés avant la « R.P. ». Il s'agit d'organes alimentés et contrôlés par des partis, dont l'existence est assurée par des subventions plus ou moins normales, et dont trois au moins ont conservé leur « raison sociale » en perdant l'esprit qui animait leurs fondateurs. Pierre Monatte ne reconnaissait plus la « V.O. » qu'il avait fondée en 1909. Jaurès tremblerait de colère en lisant aujourd'hui le journal qu'il avait lancé en 1905.

Far un privilège rare, la « R.P. » a conservé jusqu'en ces derniers temps dans son noyau la plupart de ceux qui, dans les derniers jours de 1924, décidèrent son lancement. Des trois vétérans — qui furent à l'origine de la « R.P. » comme ils l'avaient été de « la Vie Ouvrière » en 1909 — un seul nous a quittés en cette année 1960 et nous ne sommes pas encore résignés au silence du plus efficace d'entre nous. De lui, de Monatte, comme des deux survivants, Rosmer et Louzon, on n'attendait aucune surprise, on ne s'étonne même plus d'une constance inébranlable. J'ai dit ici-même, en revenant du colombarium, ce que nous devons à l'humanisme ouvrier de Monatte. Il est plus difficile d'analyser l'influence de Rosmer et de Louzon, sur notre formation. D'autant plus qu'il s'agit là de réactions

personnelles. Mon expérience pédagogique m'a au moins fait comprendre que les mêmes semences en tombant sur des terrains différents ne produisent pas les mêmes fruits. J'avais retrouvé en Monatte l'héritier de Jacquou le Croquant et de Fernand Peloutier. J'étais attiré par le nom ibsénien choisi par Rosmer. Une boutade de Louzon m'avait fait comprendre la morale sorélienne, plus rapidement que la lecture des « Réflexions sur la violence ». Au militant syndicaliste que j'étais devenu, il apparut un peu plus tard que chacun des trois personnifiait une des « dominantes » de notre action : **Rosmer : l'internationalisme ; Louzon : le dynamisme révolutionnaire ; Monatte : le mouvement ouvrier.** Simplification évidemment abusive, qui ne justifierait aucun doute sur l'enseignement complet de nos trois guides. Monatte et Rosmer n'ont jamais perdu leurs espoirs révolutionnaires. Et Louzon qui a lumineusement défini le socialisme ouvrier a lancé, il y a quelque trente ans, son éloquent mot d'ordre : **il faut sortir de la nation.**

Le premier noyau de la « R.P. » ne discutait pas cette trilogie fondamentale. Il se réclamait naturellement de Zimmerwald, c'est-à-dire de l'**Internationale** reconstituée en pleine guerre, alors que le socialisme et le syndicalisme étaient corrompus par l'Union sacrée. Tous ceux qui le composaient maintenaient résolument leur adhésion à l'Octobre russe, à la **Révolution** bolcheviste de 1917. Tous étaient exclusivement des militants ouvriers. Nous avons la prétention d'avoir maintenu la « R.P. » telle que nous l'avons voulue en 1925. Le proclamer ne suffit

pas pour que cela soit. Mais si l'on ne doute pas de notre sincérité, on ne peut nous incriminer que d'erreurs d'orientation, non de reniement de notre idéal ou de trahison inconsciente ou hypocrite.

Que chacun des membres du noyau — survivants de 1925, anciens et nouveaux de 1960 — se livre à une épreuve significative. Qu'il relise les premiers numéros de la « R.P. ». Eprouve-t-il quelque surprise, quelque déception, quelque honte ? Si oui, qu'il s'avoue vaincu. Sinon, qu'il se félicite de se retrouver dans les débordements de notre jeunesse. Talleyrand disait : « **Je n'ai pas changé. J'ai toujours servi le gouvernement. C'est le gouvernement qui a changé.** » Ce cynisme rejoint notre sincérité : « **Nous n'avons pas changé. Nous sommes toujours de l'opposition. C'est ce à quoi nous nous opposons qui a pu changer — non de nature, mais d'aspect.** »

En 1961, comme en 1925, nous nous opposons à toutes les forces de conservation, aux stabilisations des monopoles et des privilèges, à l'Etat paternaliste ou totalitaire, aux systèmes économiques qui subordonnent les besoins de tous aux profits de quelques-uns, aux systèmes politiques qui bafouent la liberté humaine, qui paralysent et mutilent l'esprit humain. Opposition naturellement révolutionnaire, parce que nous n'attendons pas que « les choses s'arrangent d'elles-mêmes », et que nous restons fidèles à la pensée de Marx : **Il ne s'agit plus de comprendre le monde, mais de le transformer.**

En 1961, comme en 1925, nous nous opposons aux nationalismes.

Nous croyons que si les peuples ex-colonisés doivent obligatoirement passer par l'étape nationale, c'est aujourd'hui une survivance archaïque dans nos pays industriels. Que les frontières soient effacées par les progrès techniques, c'est une observation banale, qui ne nous suffit pas. Il faut prendre conscience de ce progrès. Il faut qu'à l'Internationale ouvrière s'associe le « cosmopolitisme » des connaissances, des sciences et des esprits. Une Internationale vivante, agissante, constituée par la Fédération de centrales nationales et de secrétariats professionnels autonomes — capables d'intervenir directement partout, sans aucun respect des particularismes et des égoïsmes nationaux — c'est ce que nous réclamions en 1925, ce que nous réclamons encore aujourd'hui, avec d'autant plus d'acharnement que nous sommes encore meurtris des faillites de 1914 et de 1939.

Mais surtout en 1961, comme en 1925, nous nous opposons à tout ce qui exploite, opprime, asservit, corrompt la classe ouvrière, à tout ce qui paralyse le mouvement ouvrier. Dans notre trilogie, c'est le terme essentiel — celui dont les deux autres ne sont que les qualificatifs. — Et c'est sans doute cette primauté qui explique nos divergences, nos débats contradictoires.

Une Internationale, oui, mais ouvrière. Si l'on peut imaginer un super-Etat, un super-impérialisme dominant le monde, les nations et les nationalismes auraient disparu, mais la classe ouvrière en serait encore plus opprimée, si le mineur du Borinage ne se sentait lié au mineur de Californie, le docker du Havre à celui de Tunis, si la solidarité des travailleurs de tous les métiers, de tous les continents et de toutes les races ne s'était affirmée librement, avant l'édification du super-Etat.

Une Révolution ouvrière ? Notre titre a été quelque peu critiqué. En 1925, il suggérait déjà la rupture non avec la dictature du prolétariat, mais avec la dictature sur le prolétariat, au nom du prolétariat. Nous rejetons déjà la formule « prolétariat révolutionnaire » qui implique une scission dans le prolétariat, selon une classification imposée par des « révolutionnaires professionnels ». Nous ne voulions pas en 1925, nous ne voulons pas en 1961,

d'une révolution où le prolétariat jouerait le rôle de masse de manœuvre. Nous ne voulons pas qu'à l'exploitation du prolétariat par des féodalités réactionnaires et capitalistes se substitue l'exploitation de la misère prolétarienne par une caste qui s'attribue une mission révolutionnaire et qui s'arroge ensuite le monopole du socialisme. On nous objecte que la classe ouvrière française s'est déprolétarisée. Si cela est vrai, c'est justement parce que le syndicalisme ouvrier a usé d'armes révolutionnaires. Mais l'exemple belge actuel prouve que les avantages acquis maintiennent la classe ouvrière dans l'insécurité et qu'il suffit d'une crise pour que les travailleurs les plus favorisés retombent dans la misère et le désespoir. Et même si les ouvriers de l'Occident ont conquis quelque bien-être, il reste dans le monde des millions de prolétaires soumis à la loi d'airain. Et tant qu'il restera un prolétaire, tant que subsistera la condition prolétarienne, il faudra maintenir, avec notre titre, la menace ou l'espoir d'une révolution prolétarienne.

Mais une révolution par et pour le prolétariat. En 1961, comme en 1925, nous ne concevons pas plus de bien-être ouvrier que de réalisation socialiste, qui ne soient conditionnés par la liberté ouvrière, par l'action ouvrière spontanée, par l'autonomie du mouvement ouvrier. En 1961 comme en 1925, nous voulons que notre revue serve à alimenter des discussions, à éclairer des luttes ouvrières, à former des consciences ouvrières. Ce qui explique et justifie nos divergences. Le dogme exige l'unité intellectuelle. La liberté entretient toutes les hérésies. A l'ordre imposé d'en haut, nous préférons la justice voulue en bas, ébranlant les situations et les convictions.

Aux ouvriers du monde de choisir entre la servitude et la lutte. Nous n'avons pas la prétention de diriger leur choix, pas même de les orienter au carrefour. Ce que nous voulons, c'est qu'ils choisissent en connaissance de cause, et par un choix délibéré et volontaire.

Que les amis de la « R.P. » ne se laissent troubler ni par la jouissance somnolente des uns, ni par le fatalisme des autres. Il y a vingt-cinq ans, le syndicalisme, abattu par la crise mondiale, disparaissait sous les oripeaux du Rassemblement populaire. Six mois après, par une action spontanée imprévue, la classe ouvrière française occupait les usines, réalisait en quelques jours ce que ne promettaient qu'au bout de longues progressions les programmes les plus audacieux.

Il y a vingt ans, tout semblait définitivement aboli de ce qui avait été notre raison de vivre. La « R.P. » cessait de paraître et aucun de nous n'envisageait sa renaissance.

Il y a quatorze ans, la « R.P. » brisait le rideau de fer dressé sous l'occupation et maintenu par les profiteurs de la Libération. De 1925 à 1939, de 1947 à 1961, ce qu'elle proposait sans qu'on semble l'entendre a souvent été dépassé par les événements. Nous pouvons continuer, d'autres pourront nous continuer. Il n'est pas nécessaire de réussir pour persévérer. Il est nécessaire lorsque ce que l'on souhaitait a réussi, de persévérer pour dépasser ses succès.

Roger HAGNAUER.

Tout ce que nous pouvons vous dire, nous, les vieux syndicalistes révolutionnaires, c'est qu'une organisation comme le syndicat, formée uniquement de travailleurs, exprimera mieux les besoins des travailleurs, si elle n'est pas faussée, que n'importe quel parti formé d'éléments divers.

Pierre MONATTE.
(« R.P. », avril 1947.)

REVENONS AUX CHOSES SÉRIEUSES

César a obtenu le « oui » massif que — sans intermédiaire — il avait demandé aux citoyens. Il a eu sa bonne réponse, au moins dans la métropole. En Algérie, l'affaire se présente plus mal : les voix n'ont pas afflué et, encore une fois, le sang a coulé. Les ouvriers algériens en France n'ont pas marché. Pourtant, quand il s'agit de l'Algérie, de l'autodétermination de l'Algérie, n'est-ce pas la réponse algérienne qui importe en premier ?

Sans entrer dans le détail des résultats chiffrés, on peut les résumer ainsi : une augmentation très nette des abstentions qui passent de 4 millions en 1958 à 6 millions ; un peu plus de « non » qu'il y a deux ans ; la baisse des « oui » se traduit donc plus nettement sur le nombre des inscrits que sur le nombre des votants ; il en reste un beau bouquet pour le Prince.

Ce bilan est celui que chacun pouvait attendre pourvu qu'il ait bien voulu raisonner froidement. A la veille du scrutin, le journal « *Politika* » de Belgrade, écrivait : « *Il semble que l'on puisse dire sans trop de risque que le général de Gaulle, qui dimanche prochain jouera pour la première fois le tout ou rien, obtiendra, d'ailleurs pour des raisons diverses, au moins 70 % des voix* ». On était bon prophète à Belgrade. On n'y avait pas grand mérite. Celui qui s'égarait est celui qui voulait se tromper lui-même. Il n'y a pas de pire aberration que de prendre ses desirs pour la réalité, que de croire que les choses vont effectivement se passer comme on voudrait qu'elles se passent. Une autre aberration, assez fréquente dans nos milieux, c'est d'imaginer que la grande masse du peuple raisonne et se détermine comme les groupes de militants. Elle réagit selon des jugements simples et primaires qui n'ont le plus souvent rien à voir avec les préoccupations du militant. Celui-ci voit le monde comme un « spécialiste » en quelque sorte. Il aurait bien tort de traiter par le mépris la façon de voir et de comprendre des non-spécialistes. Nous sommes réunis en coopérative de militants pour ne pas nous leurrer entre nous. Nous aurons le plus grand profit à regarder avec sang-froid cette différence entre masse et militants.

Seul pourrait être découragé par le feu d'artifice du plébiscite celui qui aurait stoppé lui-même son mécanisme de raisonnement objectif. Peut-être aussi donnait-il à cet épisode superficiel une importance qu'il n'a pas ?

Quand le ciel est sombre et le plafond bas, le feu d'artifice peut faire illusion un moment. Quand il est tiré et quand on s'est frotté les yeux, on se rend compte que les nuages ne se sont pas dissipés. En votant « oui », le peuple a voulu secoué de ses épaules le fardeau du drame algérien. Il ne va pas tarder à sentir qu'il pèse toujours aussi lourdement sur sa vie quotidienne.

Il faut maintenant revenir aux choses sérieuses. Elles sont exactement ce qu'elles étaient avant le plébiscite. Les faits sont beaucoup plus têtus que les hommes ; ils sont insensibles aux bons vieux moyens éprouvés avec lesquels on entraîne les braves gens.

Il faut faire la paix en Algérie et il n'y a pas d'autre moyen que de la négocier. C'est d'une telle évidence que César lui-même devra s'y résoudre... Il ne le fera pas sans ruse encore. Il y a plus de deux ans qu'il ruse. Cela donne des résultats avec « le bon sens » des hommes ; c'est impuissant devant le bon sens des choses. Les choses étant ce

qu'elles sont... eh bien ! il faut s'y attaquer enfin. De toute façon, nous sommes à l'épilogue.

Après comme avant le plébiscite, le travail de la classe ouvrière, des intellectuels avancés, des organisations syndicales, est toujours là, lui aussi ; leur intervention active est toujours aussi nécessaire. Avec une très grande tranquillité, nous affirmons que les actions individuelles et collectives de la dernière période, les manifestations du 27 octobre ont plus fait pour la paix en Algérie que la grande manifestation de lassitude du 8 janvier. Les mêmes actions autonomes, qui ne suivent pas les chemins du pouvoir, doivent précipiter le dénouement, hâter l'heure de l'indépendance et de la paix. Les organisations syndicales doivent faire la preuve que le problème de « l'association » ne se pose plus pour elles parce qu'elles l'ont déjà résolu.

Dans les Cahiers « Reconstruction » où s'exprime une importante tendance de la C.F.T.C., on peut lire : « *S'ils (les citoyens qui ont voté oui) souhaitent une négociation prochaine, ils n'auront d'autre moyen d'obtenir ce résultat que de reprendre, dès le 9 janvier, l'action directe pour la paix négociée. Et ils devront la reprendre en compagnie de citoyens qui auront voté « non » ou se seront abstenus...* » Voilà notre bon sens. Il n'y a pas moyen de s'en remettre à quiconque du soin de faire ce qui vous incombe. Dans le numéro du 4 janvier de « *Force Ouvrière* », Robert Bothereau présente ses vœux pour 1961 à l'occasion d'une interview à laquelle un journaliste l'a soumis. Il écrit : « *Si mon interviewer n'avait pas cantonné son interrogation aux problèmes économiques et sociaux, c'est sans hésitation que j'aurais pu formuler devant lui le vœu numéro un du monde du travail — et qui n'est pas seulement le sien — à savoir que la guerre cesse en Algérie, que ses populations se donnent un statut et que, par là, leur pays se situe à la place de son choix dans le concert international. Puisse 1961 nous apporter cela !* ». Je ne sais pas qui Bothereau invoque ainsi. Je pense que, secrétaire d'une grande organisation syndicale, il croit assez en elle pour ne pas se contenter d'attendre passivement la réalisation de son vœu. « Aide-toi, le ciel t'aidera » : appliquez cet adage populaire à la pratique syndicale, et vous aurez exactement ce qu'on appelle « l'action directe ». Après comme avant le plébiscite, c'est toujours l'heure de l'action directe.

L'indépendance politique de l'Algérie est certainement nécessaire. Nous ne l'avons pas attendue pour réaliser, à notre façon et avec nos moyens, une solidarité pratique avec les travailleurs algériens, arabes ou non, musulmans ou non. Quand l'indépendance sera reconnue, les choses ne changeront pas tellement pour nous ; notre fraternité réelle — non pas, probablement, avec ceux qui tiendront alors le pouvoir — mais avec ceux qui, dans les conditions nouvelles, chercheront encore leur pain et leur liberté, cette fraternité-là, nous croyons qu'elle aura plus que jamais l'occasion de s'exprimer et de s'exercer.

Après comme avant le plébiscite, nous demandons une conférence syndicale franco-africaine, nous demandons de nouvelles manifestations pour une paix immédiate en Algérie, des manifestations de solidarité avec les travailleurs algériens. C'est certainement la meilleure façon de les libérer, en même temps que nous, du colonialisme et de la violence. C'est sans doute aussi le meilleur moyen de ne pas les abandonner sans défense à de nouveaux maîtres.

R. GUILLORE.

RÉDUCTION D'ACTIVITÉ ET LICENCIEMENTS DANS L'INDUSTRIE AUTOMOBILE

Au lendemain des congés annuels, l'annonce d'une réduction de la durée-travail à la R.N.U.R. (Régie Nationale des Usines Renault), suivie bientôt de 3.000 licenciements, fit un certain bruit et provoqua des manifestations, en particulier à Boulogne-Billancourt, Flins, Le Mans.

L'argument qui réside dans le fait que ces 3.000 licenciements ne représentent pas le nombre des emplois nouveaux offerts courant 1959 par rapport à 1958 en raison de l'augmentation considérable du nombre de voitures vendues à l'étranger, constitue plutôt un aveu.

En effet, une production qui cherche dans l'exportation plus de la moitié de son utilisation risque de voir réduire brusquement une partie de ses débouchés.

Construire 800 Dauphines en 1958 pour passer à 2.000 au cours du deuxième trimestre 1960, alors que le marché intérieur ne suit pas la cadence, ne pouvait manquer de provoquer, tôt ou tard, les difficultés que nous connaissons aujourd'hui.

Le carnet de commandes portant les délais de livraison à dix-huit mois en 1958 pour ce même type de voiture, dans un moment où la demande étrangère doublait d'année en année, nécessitait, certes, un développement rapide du rythme de construction, mais cela n'empêchait nullement de prévoir un avenir que personne n'a peut-être cru aussi rapproché.

Dans une interview récente, un responsable des usines Renault déclarait : « Faites-nous des routes et diminuez le prix de l'essence ». Il aurait pu ajouter qu'il convenait de relever le pouvoir d'achat de la masse des salariés en commençant par les plus défavorisés, car c'est là que réside le moyen le plus efficace de développement du marché intérieur.

Pousser la chaîne de montage au maximum sans que, parallèlement, soient prises les dispositions susceptibles d'étendre à des couches plus nombreuses la clientèle solvable, ne suffisait pas. Ne pas admettre la nécessité d'une réduction progressive de la durée-travail sans diminution du pouvoir d'achat, afin d'assurer le maintien du plein emploi dans un moment où les progrès de la technique permettent de faire le travail en moins de temps, avec moins de personnes, et où des centaines de milliers de jeunes vont faire leur apparition sur le marché de la main-d'œuvre, constitue un non-sens.

Les dizaines de milliards que l'Etat prélève chaque année sur les bénéfices de la R.N.U.R., qui s'ajoutent aux centaines de milliards résultant des taxes de tous ordres, de la vignette, de l'essence, des réparations, de la vente des accessoires, sans oublier... les amendes distribuées avec tant de prodigalité en vertu des difficultés de circulation, de stationnement, de garage, etc., constituent des sommes assez rondelettes pour permettre un véritable aménagement du réseau routier, et pourtant...

Faut-il rappeler le projet relatif au problème de la circulation dans Paris et sa proche périphérie, pour lequel une dépense de quelque 150 milliards, répartie sur une durée de cinq années, était nécessaire ? Celui-ci a été abandonné comme étant trop onéreux et au-dessus des moyens de l'Etat. Alors que, comble de la stupéfaction, la guerre d'Algérie et ses conséquences entraînent une dépense journalière d'au moins 5 milliards, soit 150 milliards en trente jours — sans aucune utilité et sans aucune issue autre que la négociation avec ceux qui se battent — alors que les réceptions somptueuses (qu'il s'agisse de celle de la Reine d'Angleterre ou de l'« Empereur » actuel de toutes les Russies) coûtent

aussi des milliards qui s'ajoutent à ceux relatifs à la politique de grandeur...

Les causes de ce début de crise dans l'industrie automobile résident en grande partie dans ce qui précède.

Certes, la politique à la petite semaine des gouvernements successifs depuis une quinzaine d'années, n'y est pas étrangère, mais est-ce bien sur les politiciens de tout acabit qu'il faut compter pour donner à l'économie de ce pays le rythme et la régularité nécessaires au maintien de l'activité des entreprises ?

D'autre part, les soi-disant économistes et les directeurs d'usines ont-ils réfléchi, quand ils soutiennent que : « pour se défendre sur un marché concurrentiel, il faut des investissements toujours accrus et une automatisation aussi généralisée que possible tout en reconnaissant que cela a précisément pour effet de réduire les besoins en personnel. Qu'il est tout à fait évident qu'il deviendra de plus en plus difficile de maintenir les effectifs existants à plein horaire en présence de marchés d'acheteurs dont la solvabilité n'est pas indéfiniment extensible, ni exclusivement réservée à l'automobile. »

On se croirait, à les entendre, au plus beau temps de la « plus-value », alors que nous nous dirigeons inéluctablement et rapidement vers une économie d'échanges à travers laquelle, toutes proportions gardées, le marché intérieur constituera l'essentiel du revenu national.

Quelles mesures convient-il de prendre très rapidement dans l'ordre général ?

D'abord : développer les crédits d'investissement, provoquer la relance économique, s'orienter vers les œuvres de vie, ouvrir de larges marchés intérieurs par un relèvement, progressif, certes, mais considérable, du niveau de vie de la population laborieuse.

Pour l'automobile, en particulier, la solution ne se situe absolument pas dans les mesures de protection, par une récession du marché mondial et le retour à une économie autarcique qui ne peut que conduire à l'asphyxie, lente ou rapide selon le potentiel de chaque pays.

C'est au contraire par une harmonisation par en haut des conditions de vie, par un développement des échanges, que l'activité désirable peut être retrouvée d'une façon durable.

Dans le même moment, il y a lieu de réduire progressivement la durée du travail, soit par une durée hebdomadaire différentielle, pour tenir compte du caractère de plus en plus saisonnier de l'industrie automobile, s'accompagnant d'une période de repos compensateur doublant en quelque sorte la durée du congé annuel (vacances d'hiver) ; soit par un retour à la durée légale (173 heures par mois) avec nouvelle réduction de cette durée dans les années à venir, le stockage réalisé au cours de la morte-saison ne devant pratiquement pas, ou peu, dépasser les possibilités de ventes au cours de l'autre partie de l'année.

Il faut rendre plus facile l'utilisation de la voiture par un allègement de toutes les charges fiscales qu'elle subit, par la création d'autostrades, l'élargissement des routes secondaires, le développement du réseau routier, la création de parking, de garages, des aménagements propres à faciliter la circulation dans les grandes villes, ainsi que le stationnement.

Autant de choses qui coûteront des milliards, c'est vrai, mais ces milliards auront très vite une rentabilité appréciable qui permettra elle-même de nouveaux investissements.

Il faut faire en sorte que non seulement chaque ménage puisse avoir sa voiture, mais aussi qu'il puisse en changer dès qu'elle entre dans l'ère des réparations, comme on change un réfrigérateur, un aspirateur, un poste de radio, une machine à laver, etc.

L'industrie automobile, dans le cadre de l'industrie générale, doit constituer non une source de profits pour certains et en particulier pour l'Etat,

mais une force génératrice de prospérité et de bien-être.

Hélas ! nous en sommes encore loin, et c'est au mouvement syndical lui-même, ainsi qu'à tous les hommes de bonne volonté, qu'il appartient de promouvoir la politique capable de nous conduire vers ces réalisations.

G. THARREAU.

NON ?

Louzon nous conseille de voter « non » au référendum.

Les raisons qu'il donne son excellentes.

Je ne pense pas, cependant, que je suivrai son conseil.

« Oui » ? « Non » ? Comment se déterminer ?

Une détermination — en cet ordre de choses — ne peut se prendre qu'en fonction de la solution qui apparaît la meilleure ou la moins mauvaise.

En Algérie, la solution la moins mauvaise et actuellement la seule possible est l'indépendance, dans le sens où les nationalistes arabes entendent le mot : Algérie arabe, état algérien arabe.

J'ai passé ma vie — quarante ans de réflexion — à chercher une solution moins radicale (1). Elle n'existe pas.

On entend dire : « Ah ! Si on avait adopté le projet Violette en 36 !... Si on avait appliqué le « statut » !... Si on avait été honnête aux élections !... Si etc... ».

Ces regrets ne servent à rien. Et je suis arrivé à penser qu'ils ne correspondent à aucune réalité.

Des Guy Mollet parlent aujourd'hui de succès militaires réels mais de... « conquête des âmes » qui n'a pas suivi. Belle découverte ! Il y a plus de cent ans que telle est la situation.

La conquête militaire (1830-47) a été suivie d'une annexion à laquelle aucun élément du peuple vaincu n'a jamais accordé aucune ratification.

Depuis lors il y a eu, pour les vainqueurs français, deux manières de se tromper en matière algérienne.

L'une consistait à dire : « Toute réforme mène à la révolution. Le joug sera rejeté si on en diminue le poids ». L'autre disait : « Faisons le joug moins lourd. Il sera mieux supporté. Des réformes éviteront la révolution ».

Ce sont des Français de la Métropole — en règle générale des gens haut situés dans l'Etat — qui ont été les tenants de la deuxième opinion. (Ceci, d'ailleurs, dans une mesure qui n'a guère dépassé la velléité.) Quand De Gaulle, en 1958, a crié que, désormais, les Arabes étaient des Français comme les autres, il a renouvelé une affirmation solennelle de Napoléon III.

Quant aux Français d'Algérie, dans une presque unanimité, ils ont été sans défaillance les tenants de la deuxième erreur. Ils se sont donc toujours refusés à laisser mettre en application les velléités de réforme des tenants de la première illusion. Ils disaient : « Les Arabes, si on leur en donne comme ça (bout d'ongle), ils en prendront comme ça ». Ils ont donc maintenu une domination qui atteint aujourd'hui son

paroxysme... Et le bras y passe quand même.

**

Cherchons maintenant à voir le rapport que le référendum prochain peut avoir avec la question.

D'abord que signifie ce référendum ?

Beaucoup de gens disent : c'est le plébiscite d'une personne.

Ceci résumait la situation lors du référendum de 58, quand les grenouilles demandaient un roi.

Il n'en va plus tout à fait de même aujourd'hui. Le roi est fait. Le blanc-seing qu'il demande (on ne voit d'ailleurs pas bien les raisons de ce caprice) a une portée limitée. La question n'est plus : « Voulez-vous un roi de France en ma personne ? » mais « approuvez-vous la politique algérienne du roi que je suis ? ».

L'électeur doit donc d'abord chercher à savoir ce qu'est cette politique.

Pour résoudre la question, qui est loin d'être très claire, l'électeur ne devra, en aucun cas se baser sur la teneur du texte législatif présenté à son approbation. En 1958 quelques imbéciles, dont je suis, ont cru devoir examiner le texte qu'on leur demandait d'approuver, ou d'écarter. Le texte rendait *constitutionnellement impossible* l'indépendance des colonies françaises. Moins de deux ans après l'adoption du document, toutes les colonies noires étaient indépendantes. L'« Empire français » était liquidé.

La question véritable est donc : quel désir profond peut avoir M. De Gaulle ? (En dehors, bien sûr, de celui de paraître un surhomme.)

Eh bien ! il ne semble pas douteux que De Gaulle ait, depuis quelque temps, l'idée qu'il faut *décoloniser*. Sans dire le mot, il a fait la chose en Afrique. Il a ensuite employé le mot à propos de l'Algérie. Il est encore le seul personnage officiel français à avoir dit cette vérité que *jamais la France n'a su ce qu'elle voulait faire de l'Algérie* : jamais depuis cent trente ans qu'elle en a attaqué le peuple et annexé le territoire. On ne dit pas des choses pareilles sans le désir de faire autre chose que ce qui a toujours été fait.

C'est bien sous cette couleur qu'ultras algériens et réactionnaires de France voient les intentions du Prince. Leur « non » est un refus à la décolonisation.

Dans ces conditions il me semble qu'on peut, en Métropole, risquer un « oui » : oui à l'indépendance de l'Algérie. (On lit d'ailleurs, un peut partout, que le oui sera approbation de la « négociation ». Or celle-ci est, décemment dit, l'abandon.)

Par contre, en Algérie, il serait bon que les Arabes votent « non » — si, du moins, hypothèse absurde, leur vote était libre — ledit non arabe n'allant pas, on peut être sûr, à l'indépendance, mais à un projet fumeux d'institu-

(1) Ceci pour diverses raisons dont la principale est que, pendant tout le temps que j'ai vécu en Algérie, ladite solution était sans fondement. La nation algérienne arabe n'existait pas.

tions exécutives provisoires algériennes; non à un nouveau Darlan qui connaîtrait vite le sort du premier, et qui d'ailleurs n'existe pas.

* *

Comme on est loin, avec ces considérations, du « socialisme » !

Celui-ci disait : un jour viendra où prolétaires français et prolétaires arabes s'uniront contre les bourgeois des deux bords. Nulle part au monde les pronostics « marxistes » de ce genre ne se sont vérifiés. Cent ans après la fondation de l'Internationale, une réalité solide, non seulement en Europe mais dans le monde, est la nation.

Le principal de l'œuvre de la France en Algérie aura été de faire une nation algérienne. (Sans le vouloir, bien entendu.)

Ceci a été fait en un peu plus de cent ans (2).

Et, depuis 1945, la question est de doter cette nation de son Etat.

J. PERA.

(2) Les facteurs de cette évolution sont multiples :

Facteur démographique;

facteur culturel : école (malgré un taux de scolarisation lamentable), service militaire, voyages en France, radio;

et surtout arabisme. Jusqu'environ 1920 le sentiment d'être des « Arabes » a éloigné du genre de vie des vainqueurs les Algériens musulmans (tandis que les Algériens juifs se « francisaient » avec empressement). Puis est venue la défaite grecque en Anatolie. Des musulmans étaient victorieux de colonisateurs européens ! On n'avait jamais vu ça ! En même temps des mouvements de libération apparaissent dans maints autres pays musulmans. Or, comme Kemal Pacha, les promoteurs de tous ces mouvements avaient adopté la manière de vivre occidentale. Il était donc prouvé qu'on pouvait à la fois être bon musulman et s'occidentaliser. Un barrage moral se trouve ainsi levé pour les musulmans d'Algérie au cours des années 20-25. Puis l'évolution fut rapide

L'OUVRIER D'AUJOURD'HUI

Andrée Andrieux et Jean Lignon, que les lecteurs de la R.P. connaissent pour avoir lu leur série d'articles concernant les opinions de Simone Weil sur la condition ouvrière (1), viennent de publier chez Marcel Rivière un ouvrage intitulé « L'ouvrier d'aujourd'hui ». Un sous-titre dit : « Sur les changements dans la condition et la conscience ouvrières » (2).

Disons-le d'emblée, ce livre se place au cœur de nos préoccupations. Il mérite d'être lu, relu et pensé par les militants ouvriers. Il devrait être étudié par les intellectuels qui ne connaissent la classe ouvrière que par des formules anciennes ou nouvelles, mais également déformantes.

Le propos des auteurs a été de vérifier si la crise actuelle du mouvement ouvrier correspond à une modification psychologique et sociale de l'ouvrier. Ils n'ont pas conçu leur enquête sous

(1) Voir « R.P. » de décembre 1952, janvier, février et mars 1953.

(2) Préface de Pierre Naville.

forme d'examen de l'évolution des techniques du travail industriel — ainsi que l'ont fait divers sociologues français et allemands — mais comme une recherche des réactions ouvrières face à la nouvelle situation, comme une approche de ses opinions par rapport aux anciennes idéologies et aux types d'organisations actuelles. Les modifications apportées aux techniques ne sont pas sous-estimées, bien au contraire (« L'ancienne conception de l'avenir ouvrier, de l'avenir social en général, est détruite sous l'action des techniques industrielles modernes »), mais leurs effets doivent être mesurés dans le comportement, mental et de fait, de l'ouvrier lui-même.

Andrieux et Lignon sont des salariés; ils ont pu effectuer leur travail en évitant ce qui trop souvent fausse les sondages officiels ou les enquêtes menées par des spécialistes venus de l'extérieur. De plus, leur permanence dans le milieu ouvrier leur a permis de ne pas se contenter de réponses de pure forme, mais de les enrichir, de les corriger par des conversations fréquentes, familières. Sur la seule base de leurs connaissances personnelles et directes, ils auraient pu fournir d'intéressantes conclusions. Ils ont préféré vérifier leurs impressions par l'interprétation méthodique des réponses à des questionnaires préparés, préciser ou modifier leurs opinions en observant une méthode rigoureuse.

Quels sont les phénomènes qu'ils enregistrent et définissent, sur la base de deux groupes de travailleurs d'usines, le premier appartenant à une grande boîte, le second correspondant à un milieu employé dans des petites entreprises ? Tout d'abord, et cela nous semble essentiel pour la connaissance d'une série de mécanismes dans la fixation de l'attitude et du comportement ouvriers, ils établissent la différence entre le travail proprement dit — la tâche à accomplir — et la dépendance sociale qui fait de l'ouvrier un subordonné sur le lieu du travail. Or, si les conditions de travail ont évolué, souvent dans le sens de l'amélioration, la situation de dépendance et les sentiments qui en découlent persistent.

Le titre d'un chapitre : « Le travail est un vide », met en évidence une constatation importante : le travail n'a plus de valeur ou d'attrait en soi, ce n'est qu'un gagne-pain. Sa signification sociale, c'est-à-dire l'importance qui lui était autrefois attribuée comme fondement de la société, et par conséquent de la puissance et des possibilités de la classe ouvrière, n'est plus reconnue.

D'autre part, en dehors des heures d'usine, l'intérêt qui est porté au travail ne se manifeste que dans la mesure où des difficultés d'exécution se présentent. Autrement dit, l'ouvrier mène deux existences, distinctes dans le temps : l'une au travail, l'autre hors de l'usine. Ces constatations vont à l'encontre des conclusions hâtives de certains intellectuels qui ont expérimenté la vie ouvrière en usine.

L'ouvrier n'est pas fier de sa condition; il tente d'échapper à tout ce qui en porte la marque, dès qu'il reprend pied dans la vie courante. Effort qu'il sait vain. « ...la subordination et la déconsidération ont toujours été insupportables à l'ouvrier, et la manière dont il réagit à ces deux données de sa condition est constitutive de son caractère social. Il n'en va pas aujourd'hui autrement qu'hier ».

Ce qui est modifié, estiment les auteurs, c'est la forme de la réaction. L'expérience — celle des nationalisations par exemple — a montré que le rapport de supérieur à inférieur ne change pas, quel que soit le régime de propriété. Le statut social de l'ouvrier n'est pas transformé par un

changement dans la forme du pouvoir. Il est toujours « repoussé au dernier échelon dans l'échelle hiérarchique des importances sociales, de la considération et des libertés sociales ».

Les réactions ne se manifestent plus sous forme de résistance à la société, de lutte pour une société reposant sur le travail, mais par l'évasion (vers le commerce, l'artisanat, voire l'agriculture), par la *résignation*. Ceux-là même qui combattent encore ne le font plus dans la perspective d'une société égalitaire, mais pour obtenir plus de bien-être et l'égalité des chances, dans des structures sociales qu'ils présumant définitivement marquées par la hiérarchie et le jeu des dépendances. Cela est vrai non seulement pour les communistes, qui admirent le modèle de la société russe strictement hiérarchisée, mais encore pour les activistes non communistes. Le militant entrevoit le rôle qui lui sera dévolu dans un type de société nouvelle : il n'envisage plus un régime où tous — militants et masse — se trouveraient dans une même condition. Aussi Andrieux et Lignon peuvent-ils dire : « Militants et masses ne sont plus anticapitalistes dans le même sens ».

L'enquête a souligné une exception : celle qu'incarnent les militants algériens. Elle relève cependant d'un phénomène national ; dès que l'on passe au domaine social, la volonté de jouer un rôle dans le commandement des hommes, d'occuper une fonction privilégiée ressurgit. Du moins, et c'est une différence à noter, l'ouvrier algérien se reconnaît dans le militant nationaliste, alors que l'ouvrier métropolitain ne se retrouve pas dans le militant politique ou syndical.

De cet ensemble de caractéristiques, les auteurs font une synthèse et présentent l'ouvrier du temps présent : « un homme sans but, ni collectif, ni individuel ». L'idée socialiste, dans la mesure où elle s'exprime encore, s'est également transformée. Ses deux principes essentiels ont disparu : la société égalitaire comme but, le travail productif comme source de puissance.

Diverses constatations mériteraient encore d'être signalées. Par exemple l'évident manque d'intérêt manifesté par les ouvriers pour la connaissance et l'interprétation des événements ; aussi la tendance nette à considérer que la femme ne devrait pas travailler, mais surtout pas en usine ; le mépris et l'incompréhension entre travailleurs d'origines nationales différentes.

Nous espérons, par la présente note, avoir attiré l'attention sur un ouvrage important, et ne pas avoir maladroitement déformé le raisonnement ou les conclusions des auteurs. Seule la connaissance personnelle de leurs écrits permettra de saisir moins sommairement leur pensée, et c'est ce que nous souhaitons.

Quelques remarques, à notre tour. La persistance du particularisme ouvrier, la conviction ouvrière qu'il existe une classe ouvrière, et cela en dépit de savantes spéculations de sociologues qui affirment le contraire, sont des réalités qui montrent que le problème social demeure, et qu'il demeurera lors même que les combats livrés par les partis socialistes seraient victorieux. Dès à présent, la classe ouvrière sait que le triomphe d'un parti et le fonctionnement d'un Etat omnipotent ne transformeront pas fondamentalement sa condition. Ce sont là deux facteurs dont l'importance ne peut échapper aux militants — restés fidèles à la conception égalitaire et libertaire du socialisme. Il est vrai que la plupart, comme le signalent excellemment Andrieux et Lignon, sont contraints « ... à se replier sur la position d'hommes qui en savent plus que les autres, mais qui sont acculés à ne pouvoir agir ». C'est donc dans la recherche d'une méthode d'action, dans le choix des buts

immédiats et à plus lointaine perspective, qui permettraient de mobiliser les sentiments ouvriers d'infériorité sociale et d'en faire un moteur pour l'intervention, que l'effort doit être porté. La dignité ouvrière ne peut être retrouvée que dans l'action ouvrière, et celle-ci peut se manifester dans l'atelier comme dans la vie publique, et même dans la vie internationale.

Cela semble poser le problème davantage que lui donner des éléments de solution. Pourtant, il est un fait indéniable, c'est qu'une première revanche sur la dépendance sociale est prise dès le moment où l'ouvrier agit en dehors, ou contre, la règle de subordination. C'est ce qui fait le militant sans doute, mais s'est aussi ce qui explique les grèves dites « sauvages », même dans les pays où les structures sociales semblent les plus solides et les évasions individuelles les plus favorisées. L'action militante ne se manifeste pas seulement en fonction d'un but, mais en tant que comportement.

Sans compter qu'aucune illusion ne doit être entretenue sur le nombre et la qualité des périodes « héroïques ». Le pessimisme pouvait être de règle en 1890, en 1900 ou en 1905. Il suffit pour s'en convaincre, de relire par exemple le « Voyage révolutionnaire » de Victor Griffuelhes. Que l'optimisme d'une époque se soit effrité avec l'expérience n'est pas un mal en soi, sa disparition ne peut que nous rapprocher des phénomènes vrais, pour mieux les modifier.

L. M.

APRÈS LE C. C. N. FORCE OUVRIÈRE

Porter un jugement sur les dernières assises confédérales Force Ouvrière n'est pas chose aisée. En restant objectif on peut dire que si les militants se sont révélés des plus aptes à analyser les problèmes économiques et sociaux comme les résolutions en font foi, ils sont demeurés incapables de définir les voies et moyens susceptibles de faire du syndicalisme F.O. un catalyseur de la volonté des travailleurs. Et Cahn (U.D. Ille-et-Vilaine) avait raison de le faire sentir lorsqu'il s'écriait : « Nous ne voulons pas que le Secrétariat Confédéral soit un gardien de phare, mais un pilote qui nous conduira hardiment au milieu des écueils ».

Animé des meilleures intentions, nul doute. Effrayé d'accomplir certains gestes, nul doute non plus. Le drame est dans cette absence d'audace qui conduit l'organisation à rester sur une perpétuelle défensive. Comme en sport, il est inévitable que sans esprit offensif la Confédération F.O. soit perdante et compromette à jamais sa chance de jouer les premiers rôles.

C'est dommage ! pour les travailleurs d'abord, pour elle ensuite, car les deux méritaient mieux. Pour ma part, jusqu'alors jamais découragé, j'attendais chaque assise nationale espérant que la réaction salutaire viendrait. Cette fois pas plus que les autres, rien n'est venu et, peut-être est-ce l'effet des ans, je m'en suis retourné amer et plus déçu. C'est à ce régime que s'usent les militants ! et il serait temps de mesurer certains décalages entre base et sommet ; d'en tirer les enseignements.

Mais la vie continue et, le contact repris, nous poursuivrons notre action rendue encore plus difficile par le fait de ce comportement.

J. SOFFIETTO.

GRÈVE GÉNÉRALE EN BELGIQUE

Le vaste mouvement qui soulève toute la Belgique ouvrière contre la loi d'austérité s'attaquant principalement à la situation des travailleurs est l'événement le plus important de ce début d'année. Nous avons à tirer des enseignements de la manière dont il a démarré, de son extension et de ses conséquences possibles.

Nous nous sommes adressés à plusieurs de nos amis belges. Mais nous nous heurtons actuellement à une double difficulté : la grève rend les communications difficiles ; nous camarades sont complètement pris par l'action elle-même.

La note que nous publions ci-dessous a été reçue par téléphone. Elle doit être considérée comme une première contribution à une étude et à une discussion qui doivent évidemment se poursuivre.

Par ses motifs affichés, assez inhabituels, et ses raisons profondes, parfois inavouées, par son ampleur et ses violences, par sa force et ses faiblesses, le mouvement de grève en Belgique intéresse non seulement les militants engagés dans le conflit, mais aussi les syndicalistes des autres pays et singulièrement nos camarades français.

Les problèmes sont nombreux et divers que cette grève soulève et je ne crois pas pouvoir seul en faire le tour complet, ni prétendre répondre avec pertinence à toutes les questions dont quelques-unes embarrassantes qui nous sont posées aujourd'hui et qui le seront encore demain. Dès que possible et dans la limite de mes informations personnelles je vous communiquerai mes remarques et mes observations souhaitant que d'autres de vos amis voudront les compléter et les parfaire.

Ce 3 janvier, au moment où je vous écris, nous sommes à peu d'heures de la reprise, à la Chambre des députés, de la discussion du projet de loi déjà fameux dit : « loi unique ». Je gage que peu de députés de l'opposition socialiste connaissent l'exacte teneur de ce projet ; pas plus que ne le connaissent les députés de la maigre majorité catholique. Pas davantage la masse des grévistes. Mais les uns et les autres savent que ce projet

tend à faire porter sur les épaules des travailleurs la plus lourde charge du fardeau de l'Etat, surchargé depuis la perte du Congo.

C'est ce qui explique la vigueur de la lutte ouvrière qui a aussitôt donné à ce conflit le caractère d'une véritable bataille de classe. Et le soulèvement, provoqué par la menace dirigée contre des conquêtes sociales telles que les allocations de sécurité sociale et les pensions de retraites, fruits de longues années de lutte, met aussitôt en cause, et l'existence du gouvernement et l'unité même de l'Etat.

Agissant comme des apprentis sorciers, les hommes politiques ont peut-être souhaité cette épreuve de force qui les dépasse à présent. Le ministère en se montrant intransigeant, le groupe parlementaire socialiste en n'usant pas d'autres moyens à sa disposition pour empêcher le vote de la loi et provoquer de nouvelles élections législatives.

Les députés socialistes possèdent en effet le moyen d'aboutir à ces objectifs sans avoir recours à l'action ouvrière. Il leur suffirait de démissionner de leur mandat parlementaire.

Le rapport des forces au Parlement est tel que le quorum légal ne serait plus atteint et que la Chambre serait d'office dissoute entraînant de nouvelles élections dans les quarante jours.

Officiellement, ce serait donc, probablement, pour ne pas aboutir à un résultat si aisé à atteindre par d'autres voies que la vague de grèves aurait été provoquée.

Il va de soi qu'il faut chercher ailleurs l'explication d'un mouvement ouvrier dont l'importance a surpris ses promoteurs. Et pas seulement ses promoteurs : hier, dans une interview donnée à un journal libéral, un des leaders, et non des moindres, de la social-démocratie belge s'inquiétait : « J'ai peur de l'avenir et je souhaite qu'une solution soit trouvée au Parlement. Il faudrait que le gouvernement fasse un geste... ».

C'est au milieu de semblables paradoxes qu'il faut chercher à comprendre et expliquer cette courageuse lutte ouvrière.

D. P. M.

CONTRE LA RÉGRESSION SOCIALE

(Cet article est paru dans le numéro de décembre 1960 du « Syndiqué du Livre », de Bruxelles. Rédigé avant le déclenchement de la grève, il fait cependant comprendre les raisons profondes du mouvement).

Une vague de fond agite en ce moment le monde du travail en Belgique. Le projet de « loi unique », avec ses incidences financières, économiques et sociales, que le gouvernement se propose de faire voter par les Chambres, constitue une attaque grave contre la classe ouvrière. Et contre elle seule. Toutes les autres classes de la société, en dernière analyse, récupéreront sur le dos des travailleurs les impositions nouvelles dont elles seront frappées. Seuls les travailleurs n'auront aucun recours. Les charges, toutes les charges, qui découlent de la politique d'austérité dans laquelle va s'engager le gouvernement finiront par s'accumuler sur les seules épaules de la classe ouvrière. Qu'il s'agisse de six ou sept milliards de dépenses supplémentaires pour 1960 ou des dix milliards d'impôts et charges

supplémentaires pour 1961, ce sera uniquement dans la poche des travailleurs que l'Etat les prendra.

Rappelons que lorsque les impositions frappent le commerce ou l'industrie, commerçants et industriels retrouvent leur compte en les glissant dans les frais d'exploitation et l'établissement de leur prix de revient. Ce sera le consommateur qui en fera les frais. Les consommateurs, ce sont avant tout les travailleurs. Eux ne peuvent récupérer ces charges nouvelles qu'en privations sur leur standing. Or, celui-ci répond tout juste à la satisfaction des strictes nécessités de la vie.

Les projets gouvernementaux comprennent d'autres menaces, notamment dans le domaine de la sécurité sociale. Depuis l'institution, au lendemain de la Libération, de l'Office National de Sécurité Sociale, les charges ont été singulièrement aggravées, par contre, les avantages ont sans cesse été diminués. On se propose, de mille manières, de restreindre encore ces avantages et d'augmenter les tracasseries administratives.

Au point de vue de l'assurance-chômage, on se propose d'opérer un recul de vingt ans et d'en revenir au critère de l'« état de besoin » qui avait été formellement condamné par le législateur. Chassez le naturel, il revient au galop. Non seulement, les classes dirigeantes s'attaquent toujours aux plus faibles et aux plus misérables de la société, mais elles veulent en revenir à l'époque où le chômeur, privé de ressources, était contraint d'accepter n'importe quelles conditions de travail et de rémunération. Par le principe de la « sécurité d'existence », la classe ouvrière était parvenue à soustraire le chômeur au rôle dégradant de suppléant et de frein social. En lui octroyant une indemnité suffisante pour lui assurer, ainsi qu'à sa famille, une subsistance, maigre sans doute, mais lui permettant d'attendre un emploi, on protégeait à la fois sa dignité et les autres travailleurs.

On connaît les attaques acharnées dont les chômeurs sont l'objet de la part d'une certaine presse à la dévotion des classes dirigeantes. A, l'en croire, tout chômeur est un paresseux et un dissimulateur. Et, pour que disparaisse le chômage, il suffirait de supprimer toutes les allocations. Nous n'en sommes pas encore là. Mais, avec le projet de loi, nous y allons allègrement. En effet, on va classer les chômeurs en plusieurs catégories avec des droits — qu'on nous excuse d'encore employer ce terme — différents. Il y aurait une première période, au cours de laquelle le chômeur toucherait une indemnité normale ; puis, une seconde, au cours de laquelle l'indemnité réduite serait conditionnée par plusieurs facteurs : la nature de la profession, le sexe, l'âge et l'état de besoin du chômeur. On n'a pas osé employer la formule discriminatoire de triste mémoire, mais en réalité, il s'agit bien de cela : déterminer l'importance du salaire de l'intéressé dans sa famille. Ce sont évidemment les femmes qui seront visées en tout premier lieu, ensuite, les jeunes qui vivent avec leurs parents. Ces derniers seraient appelés à exercer une pression plus vigoureuse sur le membre du ménage qui, étant exclu du bénéfice des allocations de chômage, deviendrait une charge insupportable. Ce sont bien de tels odieux sentiments qui ont inspiré le projet.

Mais l'essentiel reste : faire de maigres économies — absorbées d'ailleurs par un nouvel appareil bureaucratique de contrôle — et contrairement les chômeurs à accepter du travail aux conditions que voudront bien leur imposer les employeurs.

Nous ne connaissons pas encore par le détail la nouvelle réglementation proposée, mais il apparaît que lorsqu'un chômeur aura épuisé sa première période, il devra avoir accompli une nouvelle période de travail — 150 jours au cours des dix derniers mois — avant de pouvoir bénéficier d'une nouvelle période d'indemnisation.

Sans doute, serait-il plus logique de supprimer le chômage, d'implanter le plein-emploi, de ne pas laisser se perdre des forces-travail disponibles, puisque ce sont elles qui font la richesse commune. Mais à cela nos gouvernants ne peuvent songer : pour eux, le chômage est un mal nécessaire. Il faut que le capitalisme puisse puiser selon ses besoins dans une grande masse de main-d'œuvre disponible. Nous avons vu des économistes « distingués » rejeter de la masse de main-d'œuvre disponible les chômeurs « difficilement plaçables », soit à cause de leur âge — il faut de la viande fraîche à l'ogre capitaliste — soit à cause de l'usure physique prématurée. Scories tout cela, à abandonner à la charité publique.

Enfin, si pour l'instant, il n'y a que les pensionnés de l'Etat qui soient menacés par les projets, on peut prévoir que sur cette lancée, les réactionnaires ne s'arrêteront pas et qu'on s'attaquera

inévitablement aux pensions ouvrières. On est dans l'austérité ou on n'y est pas. Mais ce dont on peut être sûr, dès à présent, c'est que la « pause » sévère sera appliquée dans ce domaine sans faiblesse. Les travailleurs avaient pu espérer que l'inégalité fondamentale établie par la loi de 1954 portant la pension à 75 % des salaires serait atténuée dans des délais raisonnables et que les citoyens belges d'aujourd'hui ont les mêmes droits que ceux de l'an 2000. Cette espérance ne sera pas réalisée de sitôt. Des 36.000 francs de pension pour un ménage qui devraient être portés immédiatement à 50.000 francs pour répondre à la plus stricte nécessité, s'ils ne sont pas compromis, ne seront pas non plus augmentés. C'est dire que la chute économique d'un ménage de travailleurs, après cinquante années de labeur, continuera d'entraîner les pires misères.

Et tout cela pourquoi ?

Tout simplement pour permettre à une société inhumaine, anachronique, injuste et absurde d'entretenir à frais énormes une classe parasitaire, des institutions dangereuses sinon inutiles, une bureaucratie monstrueuse. Qu'on fournisse démocratiquement la liste avec noms, emplois ou fonctions, émoluments, frais directs et indirects, de tous les personnages qui grignotent le gâteau budgétaire de quelque cent-vingt milliards et poussières. Qu'on fournisse le détail et la dépense de tout ce qui concerne le budget de la défense nationale. Qu'on publie avec noms et références, les personnages qui écumant le revenu national. Qu'on fasse l'aveu des charges parasitaires diverses, privées ou d'Etat, qui s'ajoutent aux frais nus du travail pour chaque marchandise. Qu'on ouvre ce grand livre de la vérité sur cette société pour le sauvetage de laquelle on réclame l'« austérité » de la part de ceux dont l'austérité est le lot depuis leur naissance jusqu'à leur mort.

Mais, ce sont là des indications qui seraient sans doute mal comprises par le « peuple souverain ». Cela aussi est réservé aux seuls privilégiés. Ils auraient pourtant tort de croire que rien ne bouge dans le monde. Ils feraient bien de regarder ce qui se passe autour d'eux : au nord, au sud, à l'est et à l'ouest. Sous la poussée même des forces économiques qu'ils ont mises en mouvement, une révolution générale, universelle, met en cause une civilisation capitaliste qui n'est plus à la mesure de la conscience humaine. L'idée d'indépendance, l'idée d'égalité, l'idée de justice, l'idée de sécurité et de paix ne sont pas qu'à la mesure des peuples et des nations, elles le sont également à la mesure de l'homme. Le mensonge de l'austérité, alors que le monde regorge de richesses, ne saurait être accepté. Et cela vaut pour les grandes collectivités. Mais cela vaut aussi pour notre petit gouvernement belge.

Les travailleurs n'acceptent et n'accepteront plus de se serrer la ceinture pour permettre aux capitalistes de desserrer la leur.

Ils ne sont plus aussi bêtes.

Et ils se sont organisés pour se défendre.

Et ils sont bien décidés de se défendre.

Austérité ou pas austérité.

Jean DE BOE.

Il n'y a jamais eu que deux partis en présence : celui des gens qui veulent vivre de leur travail et celui des gens qui veulent vivre du travail d'autrui.

...PATRICIENS ET PLEBEIENS, ESCLAVES ET AFFRANCHIS, QUELFES ET GIBELINS, ROSES ROUGES ET ROSES BLANCHES, CAVALIERS ET TETES RONDES, LIBERAUX ET SERVILES ne sont que la variété de la même espèce.

A. BLANQUI, 1825.

Notes d'Economie et de Politique

COMME NAPOLEON III

Jadis, les parallèles historiques étaient très à la mode; ils y sont beaucoup moins maintenant. Il me semble que c'est un tort.

Les sociétés humaines ne font pas exception à la grande loi de causalité qui régit l'univers. Il n'est point d'effet sans cause, et les mêmes causes engendrent les mêmes effets.

C'est pourquoi, lorsque l'on constate la similitude de deux événements historiques, il est intéressant de chercher s'ils n'ont pas été précédés de deux phénomènes semblables, ce qui permettrait d'induire que le phénomène est bien la cause de l'événement.

Que le régime politique auquel la France est soumise depuis deux ans et demi ressemble comme un frère à celui qu'y avait instauré Napoléon le Petit est chose qui crève les yeux; en fait de cinquième république nous avons un Troisième empire: un seul homme est doté de tous les pouvoirs et, pour se couvrir d'une apparence de légitimité, il se fait de temps en temps plébisciter. Dans les deux cas aussi, l'homme en question est un peu fou; le premier était un monomane de la conspiration, le second est atteint de la folie des grandeurs.

Mais plus importante que l'analogie dans l'étendue du pouvoir et dans les anomalies ténébreuses il y a la ressemblance dans les situations politiques qui ont amené l'avènement et l'évolution de chacune des deux dictatures, celle du siècle dernier et celle d'aujourd'hui.

Au 1^{er} décembre 1851, veille du jour où Louis-Napoléon Bonaparte devait accomplir son coup d'Etat, la France était nominalement en république (la Seconde République), mais nominalement seulement, car cette république était régie par une Assemblée qui était... antirépublicaine — la majorité de ses membres étant composée de monarchistes, avoués ou honneux.

Plus encore, cette république était sortie d'une révolution dont le grand mot d'ordre avait été l'établissement du suffrage universel; celui-ci avait été institué au lendemain de la victoire et avait fonctionné pour la nomination des premiers corps élus, mais l'assemblée monarchiste qui était sortie de ces élections était l'adversaire déterminé... du suffrage universel. Aussi, avait-elle voté dans le cours de 1851 une loi qui privait pratiquement une grande partie de la classe ouvrière de la possibilité de voter.

On avait donc un régime républicain dans la forme et dans les mots, mais anti-républicain dans les faits. Un tel régime se trouvait nécessairement privé de tout support: il ne pouvait avoir le soutien des anti-républicains à cause de sa forme, ni celui des républicains à cause de ses actes. Il se trouvait par là à la merci du premier aventurier venu: le neveu d'un grand général fit l'affaire.

Regardez maintenant la situation de la France en 1958 et vous y trouverez le même divorce entre la forme et le contenu qu'en 1851.

Dans la forme, la Quatrième République était alors régie par un gouvernement et une majorité de «gauche», mais, dans les faits, ce gouvernement et cette majorité de «gauche» menaient l'une des politiques les plus réac-

tionnaires et les plus impérialistes que l'on ait jamais vues.

En tant que «socialiste», le président du Conseil de 1956 et qui inspirait encore les gouvernements qui se sont succédé jusqu'au 13 mai 1958 était, en principe, anti-colonialiste, mais il inondait de troupes une colonie qui réclamait son indépendance; il était anti-militariste mais en Algérie il donnait carte blanche, en tous domaines, aux militaires; il était pour le respect des libertés individuelles mais il remplissait des camps de concentration de dizaines de milliers d'individus privés de leur liberté pour un temps indéfini en vertu du fait du prince; c'était un «humaniste» qui avait en horreur tout ce qui pouvait attenter à la dignité humaine, mais il faisait couvrir par son compère Lacoste, autre «socialiste», un système de tortures qui était le plus atroce et le plus général de tous ceux connus depuis la fin de l'Ancien Régime; enfin, pour couronner le tout, cet homme qui se disait socialiste, pacifiste et anti-impérialiste, n'hésita pas à engager une expédition coloniale contre l'Egypte afin de sauvegarder les intérêts de la Compagnie du Canal de Suez, réalisation la plus achevée du capitalisme financier.

Qui pouvait avoir le cœur de soutenir un tel régime? Pas ceux dont le gouvernement se prétendait le représentant puisqu'il faisait une politique qui était en contradiction totale avec leurs principes, ni les autres, du fait qu'il n'était point leur représentant.

La République se trouvait ainsi à la merci du premier aventurier venu. Un comédien, qui avait su se parer des plumes de la résistance, suffit. Et, de même que le premier acte de son prédécesseur avait été de rétablir le suffrage universel, ses premières paroles furent pour annoncer qu'il allait supprimer la torture et rétablir la paix en Algérie.

La conclusion à tirer de cette double expérience, de 51 et de 58, est donc qu'un régime républicain ne peut subsister sans une Idée, sans un Principe. Cette Idée peut être bonne ou mauvaise, ce Principe peut être vrai ou faux, mais, dans tous les cas, il faut s'y conformer. Si ceux qui s'en réclament les trahissent, le régime n'a plus personne pour le défendre et s'écroule.

**

Une seconde analogie entre les deux dictatures est celle que l'on remarque dans leur évolution. C'est une évolution dans le même sens, mais plus rapide dans le second cas que dans le premier.

Le Second empire a évolué de l'empire autoritaire à l'«empire libéral», allant des déportations à l'amnistie, d'un Parlement muselé à un régime presque parlementaire. C'est une évolution dans le même sens, dans un sens «libéral», que l'on constate dans la politique algérienne du Troisième empire, lorsque celle-ci est passée de la défense de l'«Algérie française» à la proclamation de la nécessité d'une «Algérie algérienne».

Pourquoi cette évolution? La réponse, dans les deux cas, est identique: parce que les faits la commandaient.

L'évolution sociale en effet, ne va pas dans

le sens de la réaction. Par définition même, la réaction est le passé. Or, le temps est à sens unique. Pas plus que les fleuves, l'histoire ne remonte vers sa source. Les événements s'enchaînent dans une direction donnée, et cette direction est précisément en sens contraire de celle que préconisent les défenseurs du passé. Or, tout homme d'Etat, doit finir par se plier aux événements. Aussi, celui-là même qui s'est hissé au pouvoir grâce à la réaction est obligé, plus ou moins vite, de cesser de faire la politique de la réaction, et de rechercher l'appui de ceux qui, non seulement acceptent le progrès, mais se donnent pour tâche de l'accélérer.

Au milieu du siècle dernier, il était impossible à la France de maintenir la souveraineté du Pape sur toute une partie de l'Italie, de tolérer le syllabus, de refuser l'enseignement secondaire aux jeunes filles, etc., ce qui privait l'empereur de son soutien naturel, le catholicisme — d'où, huit à neuf ans après le coup d'Etat, le consentement des réformes libérales destinées à gagner l'appui des laïques.

En 1960, après six ans de guerre d'Algérie et l'acquisition de l'indépendance par presque toutes les colonies d'Afrique, il n'est plus possible de continuer à prétendre que les insurgés ne sont que quelques bandes de « hors-la-loi », dépourvues du soutien de la population, il n'est plus possible de chercher à rétablir sous un quelconque camouflage, la domination du million d'Européens d'Algérie sur les 10 millions d'indigènes — ce qui prive M. De Gaulle du soutien des ultras qui l'ont porté au pouvoir, et l'oblige, par là, à chercher désormais son appui parmi les partisans de l'indépendance de l'Algérie.

Un détail curieux. Pour obtenir les nouveaux appuis qu'ils cherchent, les deux dictateurs ont recouru au même truc : celui de demander aux électeurs de ratifier par un même vote, en réponse à une unique question, deux choses contradictoires. Le plébiscite de 1870 demandait aux Français de ratifier en même temps et les réformes libérales introduites dans la constitution impériale, et le régime impérial lui-même; le plébiscite d'aujourd'hui demande aux Français de ratifier le principe de l'autodétermination du peuple algérien, et, en même temps, par le même vote, de confier au dictateur le soin de fixer les conditions dans lesquelles se réalisera cette autodétermination, c'est-à-dire de lui accorder tout pouvoir pour la fausser.

Bien entendu, les réactions de ceux dont on sollicitait ainsi le ralliement présentèrent dans chacun des cas les mêmes différences : tandis qu'au plébiscite de 70 certains républicains votaient oui parce qu'ils entendaient approuver les réformes libérales, d'autres maintenaient leur non parce qu'ils se refusaient à avaliser, même indirectement, l'institution de l'empire; de même, dans le vote qui aura lieu à la fin de la semaine où j'écris ces lignes, certains voteront oui afin d'approuver l'autodétermination, tandis que d'autres voteront non pour exprimer à la fois, et leur condamnation du pouvoir personnel et celle des procédés qu'il a employés ou emploiera en ce qui concerne l'autodétermination.

**

Et maintenant ?

Le parallélisme va-t-il se poursuivre ?

On sait ce qu'il advint après le plébiscite de 70 qui ratifia par une majorité écrasante (dans

tout plébiscite la grande masse vote toujours pour le pouvoir parce que, simplement, il est le pouvoir) les réformes libérales et le maintien de l'empire. Le plébiscite est du 8 mai 70; moins de quatre mois plus tard, c'était Sedan ! Deux jours après, il suffisait d'une simple manifestation des Parisiens pour renvoyer, sans heurts ni opposition, l'empire; Badingue n'avait même pas trouvé un flic pour le défendre.

C'est que la solidité d'un régime ne résulte pas du nombre de oui qu'il peut rassembler; le test de sa force n'est fourni que par sa confrontation avec une force extérieure.

Il se peut que le régime de M. De Gaulle ait à subir bientôt une telle confrontation et qu'en conséquence, un nouveau 4 septembre soit appelé à succéder à l'actuel 8 janvier. S'il en était ainsi, nous aurions alors à nous demander le pourquoi de la faiblesse des régimes autoritaires à l'égard de l'extérieur.

EN PLACE POUR LE QUADRILLE !

Des armes russes au Maroc et peut-être bientôt des soldats chinois en Tunisie. Des armes russes et peut-être des soldats vietnamiens au Laos. Cependant que, d'après Formose, les forces chinoises campées en face de Quemoy et de Matsu sont accrues. Autrement dit, création de nouveaux fronts secondaires et renforcement des anciens.

Cela montre, une fois de plus, que les Russes sont prudents. Ils n'improvisent point et ne négligent aucun détail. Pour décider de l'épreuve de force sur Berlin, la fixation de l'armée française en Algérie, la fixation de la flotte américaine du Pacifique et de ses « marines » dans le sud-est asiatique sont des atouts, certes secondaires, mais non négligeables.

R. LOUZON.

Des centaines d'arrestations ont marqué l'anniversaire de la révolte hongroise

Selon Werren Franklin, du « The Herald Tribune », des policiers opérant de nuit, ont arrêté des centaines de personnes les 22 et 23 octobre, à l'occasion du quatrième anniversaire de la révolution de 1956.

La vague d'arrestations s'est abattue surtout sur Budapest, démentant les assurances données à l'O.N.U. en 1958 que ces arrestations avaient cessé depuis longtemps.

Parmi les gens arrêtés figurent des jeunes et des vieux suspects d'être en relations avec des opposants.

Détenus pendant 48 heures, ils ont été ensuite relâchés sans explication.

Cette opération policière visait spécialement des personnes ayant des parents qui avaient joué un rôle actif durant les événements de 1956.

Aucune relation n'a été donnée dans la presse hongroise à ce sujet.

A l'O.N.U., Endre Sik, Ministre des Affaires étrangères, avait pourtant dit que toutes poursuites, comme toute activité contre-révolutionnaire, avaient cessé depuis la Révolution de 1956.

Il a soutenu que le régime avait l'appui de 90 % de la population malgré le nombre de 500 000 membres du Parti Communiste Hongrois.

TROIS ANS EN TUNISIE

Après mon long séjour en Syrie, suivi d'un passage plus rapide en Egypte, je suis resté trois ans en Tunisie, comme professeur au Lycée de Sfax. De retour en France, le moment me paraît venu de tirer les conclusions de ces trois années vécues dans un pays qui, quand j'y suis arrivé, venait d'accéder à l'indépendance.

J'ai trouvé là-bas, dans différents milieux, des amis sûrs, certains bien connus des lecteurs de la R.P., comme le camarade Finidori, ou le docteur Ben Milad. J'ai fréquenté des Tunisiens connaissant les mouvements français de gauche, comme mon jeune ami Noveddine, ou encore quelques collègues musulmans du Lycée de Sfax. J'ai rencontré aussi de jeunes Français qui, pour rester fidèles à leurs convictions anti-colonialistes, avaient refusé de participer à la guerre d'Algérie et trouvé refuge en Tunisie, tel Maurice Maschino, dont le témoignage « Le Refus », dans lequel il expliquait son attitude, a été saisi en France. Pourtant, il m'est arrivé à Sfax de me sentir isolé; les rapports avec les Tunisiens, sauf quelques exceptions mentionnées ci-dessus, m'ont paru plus difficiles qu'avec les Syriens, que j'avais trouvés plus accueillants, plus désireux de discuter avec un Français anti-colonialiste, de confronter franchement avec lui leurs points de vue.

J'ai donc visité un pays qui venait de se libérer de la domination coloniale. Tous les Tunisiens que j'ai rencontrés en étaient remplis de joie. Aucun d'eux, même parmi les plus francophiles — et j'en ai vu qui l'étaient sincèrement — ne regrettait le régime du protectorat. Et toujours, lorsqu'on leur demandait ce qu'ils estimaient avoir gagné à l'indépendance, ils répondaient avant tout qu'il s'agissait d'une question de dignité. Ne plus être soumis à une puissance étrangère, ne plus avoir à céder le pas à un représentant du pays occupant, voilà ce que n'importe quel Tunisien ressent comme une conquête de toute première importance. Nationalisme étroit? Pas du tout. Soit d'égalité, volonté de ne plus être en état d'infériorité vis-à-vis d'hommes d'une autre race. Et à partir du moment où le Français n'est plus un dominateur, mais un hôte qui accepte sa nouvelle situation, il est accueilli avec courtoisie, on s'efforce même, dans les administrations par exemple, de satisfaire ses requêtes plus complètement et plus rapidement que celles des Tunisiens.

Le peuple tunisien a donc gagné incontestablement en dignité, depuis l'indépendance. En même temps, la condition matérielle du peuple s'est-elle améliorée? Hélas non, en tout cas en ce qui concerne le prolétariat urbain. Dans les campagnes, certains travaux ont été accomplis, des arbres plantés, des graines et des instruments donnés ou prêtés aux paysans. A la ville, les Tunisiens instruits ont pu remplacer les Français dans les administrations et les bureaux. Bien que l'on fasse encore appel, en grand nombre, à des techniciens, professeurs et médecins étrangers, des Tunisiens de plus en plus nombreux font les études nécessaires à leur remplacement progressif. Mais il y a peu d'industrie, et le prolétaire tunisien non qualifié trouve malaisément du travail. C'est pourquoi dans les grandes villes, à Tunis surtout, on est si fréquemment suivi par des mendiants, qui cherchent à gagner quelque pièce de monnaie en vous portant votre valise, en allant vous chercher un taxi, en vous indiquant votre chemin. Tant qu'il y a eu des tramways à Tunis, on voyait de nombreux chômeurs qui achetaient des carnets

de tickets qu'ils revendaient au détail, faisant un léger bénéfice et en faisant faire un également au client non disposé à prendre un carnet entier; quand les tramways ont été remplacés par des autobus, ce genre de trafic a disparu, je ne sais pas très bien pourquoi.

Si l'on demande à un de ces désœuvrés pourquoi il ne cherche pas de travail, il répond: « Il n'y en a pas ». Et ce n'est que trop vrai. Quand on va au cinéma, pourtant, on voit chaque semaine dans les « actualités tunisiennes » le Président de la République inaugurant quelque barrage ou quelque usine. Mais ces travaux, si importants soient-ils, ne suffisent pas à donner du travail aux milliers de chômeurs qui traînent dans les rues de Tunis. On a cherché à en employer quelques-uns aux dépens de petits étrangers qui avaient passé toute leur vie dans le pays: c'est ainsi que la concierge du Lycée de Sfax a été renvoyée, parce qu'elle était Française, et remplacée par un Tunisien; que de nombreux chauffeurs de taxi de Tunis ont dû abandonner leur gagne-pain, parce qu'ils étaient Italiens ou Maltais (pour les travailleurs de ces deux nationalités, la situation est particulièrement grave: l'Italie est incapable de donner du travail à ceux qui reviennent de l'étranger. Et les Maltais ne peuvent résider dans leur île d'origine s'ils n'y sont nés: il ne leur reste d'autre ressource que de se rendre en Grande-Bretagne, pays qu'ils ne connaissent pas, et dont ils ne parlent pas toujours la langue).

Certes, le départ des colons français, qui occupaient de nombreux Tunisiens, a aggravé le chômage. Les petits commerçants, d'autre part, faisaient de meilleures affaires lorsque la clientèle européenne était plus nombreuse. Je n'ai cependant entendu aucun de ces petits commerçants tunisiens (car il y a des étrangers, dont les réactions sont différentes) se plaindre à ce sujet.

Le travail est donc rare et les salaires bas. Les ouvriers qui travaillent dans les usines — assez nombreuses, malgré tout, dans la banlieue sud de Tunis — sont, au moins, bien défendus par leur centrale syndicale, l'Union générale des Travailleurs Tunisiens (U.G.T.T.). D'après ce que m'ont dit des Tunisiens avertis, l'U.G.T.T. est dirigée par des bureaucrates du Néo-Destour, qui s'efforcent avant tout de faire accepter par les travailleurs la politique de leur parti. Un jeune musulman, qui connaît les mouvements syndicaux français, m'a dit — je lui en laisse la responsabilité —: « Il n'y a pas en Tunisie de véritables syndicats. Ils n'ont pas en vue la défense des travailleurs, ils sont l'instrument du parti dirigeant ». Je ne pense pas cependant que les dirigeants syndicaux tunisiens se désintéressent du sort des ouvriers; je crois plutôt qu'ils jugent sincèrement nécessaire de lier l'action de l'U.G.T.T. à celle du Néo-Destour, considérant ce parti comme seul capable de créer une Tunisie moderne et progressive.

**

Parlons un peu de l'enseignement. Un très grand effort pour le développer est accompli par le gouvernement tunisien. En principe, tous les enfants doivent être scolarisés, et le plus grand nombre possible d'entre eux doit recevoir une instruction du second degré. Si les résultats ne sont pas toujours brillants, il faut incriminer le manque de moyens matériels et non l'inertie des pouvoirs publics.

En effet, pour faire bénéficier tous les enfants

de l'école primaire, on est souvent obligé de faire faire par les instituteurs des classes à mi-temps : une équipe le matin, une autre l'après-midi (d'où impossibilité pour la police de sévir contre ceux, assez nombreux, qui font l'école buissonnière).

Quant à l'enseignement du second degré, il est terriblement surchargé. On manque d'établissements. Le Lycée de Sfax, énorme bâtisse située à la sortie de la ville, sur la route de Gabès, reçoit des garçons de toute la moitié Sud de la Tunisie. Le nombre des classes parallèles est énorme, chacune est surchargée, le niveau est bas et la discipline difficile. De plus, les élèves ont une conception très utilitaire des études et ne s'intéressent qu'aux notes chiffrées.

Si les garçons affluent dans les établissements scolaires, par contre, le nombre de filles musulmanes qui font des études supérieures à l'école primaire demeure faible : à ce point de vue, il y a encore des préjugés tenaces à vaincre.

Outre les lycées du gouvernement tunisien subsistent en Tunisie des établissements, lycées ou collèges, de la Mission universitaire et culturelle française (leurs élèves sont en majorité des Européens et des Israélites), des Collèges techniques, et des Zeitounas, établissements dans lesquels l'enseignement est imprégné de religion musulmane.

**

Depuis mon retour, j'ai rencontré des Français moyens qui m'ont dit : « Ah, vous étiez en Tunisie ? Alors, la situation est intenable là-bas, pour les Français ! ». Quand j'entends cela, j'ai envie de rire. A aucun moment je n'ai eu l'impression d'une brimade, ou d'un simple manque de sécurité, ni en ce qui me concerne, ni à l'égard d'un Français quelconque. J'ai pu me déplacer dans tout le pays, aller jusqu'à Aïn Draham, dans les Monts de Khroumirie, à quelques kilomètres de la frontière algérienne (on y voit de nombreux musulmans en capote militaire, mais désarmés, et l'on chuchote que ce sont des fellaghas au repos. Toutefois, on nous a affirmé, d'autre part, que c'étaient des gens du pays); j'ai pu aussi, avec des amis, dépasser sans permission le poste de police de Tataouine, à l'entrée du désert, sans autre conséquence qu'une légère « engueulade » au retour; j'ai eu partout le sentiment d'une liberté complète.

Et pourtant, pendant mon séjour en Tunisie s'est produit un événement grave, le bombardement du village de Sakiet Sidi Youssef par les avions français. Bien sûr, il y a eu à ce moment-là une certaine effervescence. Nos élèves eux-mêmes — ceux du lycée tunisien — ont organisé une manifestation à la sortie des classes. Les militaires français qui occupaient encore le pays se sont vus refuser le droit de sortir des casernes en uniforme, et des barricades ont été dressées sur les routes pour les empêcher de se déplacer. Autre conséquence, l'obligation du visa tunisien sur les passeports français pour toute entrée dans le pays (au début, également pour toute sortie du pays), ce qui a causé une belle pagaie dans les bureaux de police au moment des vacances, les Français étant encore fort nombreux.

Plus tard, il y a eu la découverte d'un réseau d'espionnage dans les P.T.T., ce qui a provoqué le renvoi des employés français de ce service. Puis, la dévaluation du franc de Pinay, accomplie sans consultation des pays intéressés, a amené le décrochage du dinar tunisien et de nouvelles dispositions restreignant et rendant plus difficile le transfert de fonds de Tunisie en France. Toutes ces mesures, conséquences d'une situation anormale, ont, bien entendu, gêné le Français. Mais jamais je n'en ai vu molester, insulter ou brimer.

J'ai constaté au contraire en toutes circonstances que les autorités faisaient tout leur possible pour applanir les difficultés, et se montrer courtoises en dépit des impatiences compréhensibles, mais parfois bien vives exprimées par les Français.

Tout cela ne se serait pas produit s'il n'y avait pas la guerre d'Algérie. L'indépendance de la Tunisie, et aussi celle du Maroc, suivies de celle des pays d'Afrique noire, aurait pu aboutir à l'établissement de nouveaux rapports positifs avec la France. Bourguiba le désirait. Mais il y a l'Algérie. Bien entendu, la solidarité du peuple tunisien à l'égard de la révolution algérienne est totale. Toute la sympathie des Tunisiens va au mouvement d'indépendance dirigé par le F.L.N., sans fanatisme toutefois. Les dirigeants tunisiens s'inquiètent souvent de l'intransigeance du F.L.N., auquel ils ont certainement conseillé la souplesse à plus d'une reprise; Bourguiba a en outre exigé et obtenu du F.L.N. qu'il n'organise aucun attentat contre des Français en territoire tunisien; les journaux tunisiens passent, sans commentaire, toutes informations importantes concernant les positions prises par le M.N.A., mouvement pourtant bien oublié des masses tunisiennes, mais résolument : c'est au cours d'une représentation du film égyptien « Djamilia », consacré à la jeune algérienne Djamilia Bouhired, condamnée à mort par un tribunal militaire français (puis graciée), que j'ai le plus senti vibrer une foule tunisienne.

**

Et pourtant, en dehors de manifestations de ce genre, relativement rares, le peuple tunisien m'a paru souvent assez passif en politique. A vrai dire, il se soucie peu des grands problèmes, faisant confiance pour les résoudre à son président Habib Bourguiba.

En Tunisie, Bourguiba est présent partout. On ne peut faire deux pas sans rencontrer son portrait. On vend son buste, son effigie. On le voit sur les timbres-poste, sur les billets de banque, au cinéma. Cela devient lassant. Ce serait étonnant si l'on ne songeait qu'après tout, en France, nous en sommes à peu près au même point.

A Monastir, sa ville natale, le président s'est déjà fait construire un mausolée. Un ami français, que j'emmenais en excursion dans cette localité, ne voulait pas le croire, pensant que je plaisantais. Je dus demander devant lui à un passant de m'indiquer le chemin du « mausolée du Président Bourguiba » (que je connaissais), pour qu'il se rende à l'évidence. Cependant, malgré ses aspects assez irritants pour un Européen de gauche, le Bourguibisme s'explique, non seulement par le passé de Bourguiba, prestigieux aux yeux de son peuple, mais par le présent. Bourguiba est un chef de valeur, un habile politicien. Il pense que la souplesse, l'habileté tactique, sont supérieures aux coups d'éclat et aux discours violents. A ceux qui lui ont reproché d'avoir signé avec la France l'accord sur l'autonomie interne, il peut aujourd'hui montrer fièrement le résultat : l'autonomie interne prélude l'indépendance totale. Son peuple, en ce qui concerne la politique, lui fait donc confiance. Mais est-ce ainsi qu'il peut faire l'apprentissage d'une véritable démocratie ? Quand je considère ce qui s'est passé au cours des dernières élections générales tunisiennes, je ne le pense pas. En principe, le néo-déstor n'est pas un parti unique. D'autres partis peuvent être créés et participer aux campagnes électorales. En fait, il existe en Tunisie un autre parti légal, le parti communiste et cela malgré la position nettement pro-occidentale de Bourguiba. L'existence de ce petit parti communiste tunisien, dont les membres sont en grande majorité israéliennes ou d'origine européenne, et qui n'a aucune influence sur la masse musulmane, ne peut guère

général le néo-destour. Il faut citer seulement pour mémoire le vieux-destour, petit groupe absolument insignifiant. Mais quand, au cours de la dernière campagne électorale, non seulement le parti communiste, mais aussi quelques personnalités indépendantes s'avisèrent de présenter des listes contre celle du néo-destour, cela causa un beau grabuge. Une pression inouïe fut faite sur les candidats des deux listes indépendantes, à Sousse et à Sfax; quelques-uns d'entre eux se laissèrent intimider et retirèrent leur candidature : les listes, alors, furent refusées parce qu'incomplètes ! Une des listes communistes également fut retirée pour des raisons analogues. Et les leaders des listes indépendantes furent exclus de l'U.G.T.T. Le néo-destour avait-il donc quelque chose à craindre de ces listes dissidentes ? Absolument pas, il était assuré d'un succès éclatant. Alors, pourquoi ces méthodes peu démocratiques, je n'ai pu le comprendre.

Il existe cependant un courant politique, illégal, qui peut à juste titre inquiéter les dirigeants du néo-destour : c'est le courant yousséfiste. Quand je suis arrivé à Sfax, j'ai eu l'impression qu'il était assez puissant dans le Sud tunisien. Par la suite, et en dépit d'un procès spectaculaire et peu convaincant, le Yousséfisme m'a paru avoir reculé. Que représente donc ce courant ? Salah Ben Youssef, qui fut un des fondateurs du néo-destour, rompit avec Bourguiba lorsque ce dernier accepta l'autonomie interne. Il représente donc une tendance plus radicale, qui réclamait dès le début l'indépendance, et la rupture avec la France. Il dut émigrer en Egypte, et devint le protégé de Nasser. Le yousséfisme s'aligna alors de plus en plus sur le nassérisme. Aujourd'hui, en Tunisie, les yousséfiistes sont ceux qui prennent fait et cause pour Nasser dans la querelle qui l'oppose à Bourguiba. En politique extérieure le yousséfisme est neutraliste, opposé au bloc occidental pro-américain. C'est d'ailleurs la protection dont jouit Salah Ben Youssef en Egypte qui provoqua la rupture éclatante entre la Tunisie et la République Arabe Unie. Dans cette affaire, Bourguiba fut suivi par une nette majorité de son peuple. Dans d'autres pays arabes, son étoile baissa.

Au cours d'une période de vacances, je pus aller visiter la Libye. Je vis combien les idées, dans ce pays, étaient différentes de celles de Tunisie. Partout des portraits de Nasser, partout, dès que l'on utilisait la langue arabe, des propos pro-nassériens et anti-bourguibistes. Alors que non seulement dans les banques, mais dans les boutiques, les hôtels, les restaurants, les monnaies américaine, britannique, française et italienne étaient acceptées, pas moyen d'échanger un billet tunisien. « Bourguiba ne vaut rien ici » me répondit un marchand auquel je proposais un billet de cinq dinars, à l'effigie du président tunisien.

Au retour, un douanier libyen trouva dans nos bagages des périodiques égyptiens achetés par ma femme à Tripoli : « Attention, nous dit-il d'un air complice, ne montrez pas cela aux douaniers tunisiens, ils vous les prendraient ». Or, les Tunisiens virent ces périodiques, et ne firent aucune réflexion à leur sujet.

Si la République Arabe Unie doit enregistrer dans un avenir proche un succès dans un nouveau pays arabe — ce qui ne s'est pas produit depuis sa formation — cela pourrait être en Jordanie, mais plus probablement encore en Libye. Qu'arrivera-t-il en effet à la mort du vieux roi Idriss, qui n'a pas d'héritier direct ? Si à ce moment des officiers libyens veulent proclamer l'union avec la R.A.U., le peuple suivra avec enthousiasme.

**

Reste à parler de la religion. Bourguiba, dans ce domaine, s'efforce de lutter contre les vieilles coutumes. Après avoir supprimé la polygamie, il a engagé les femmes, dans certains de ses discours hebdomadaires, à abandonner le voile traditionnel, qu'il a qualifié de « chiffon ». Dans le Sud tout au moins, sur ce point, il n'a pas eu grand succès, les voiles sont restés aussi nombreux. Avant le dernier Ramadan, il a pris position contre tout ralentissement du travail, affirmant qu'il valait mieux rompre le jeûne que travailler moins. Ses paroles ont peut-être eu quelque succès dans le Nord, mais dans le Sud elles ont provoqué l'indignation. « Ne touchez pas à la religion », a-t-on entendu. « Que Bourguiba fasse ce qu'il veut en politique, mais qu'il nous laisse la religion ». Je connais des Tunisiens musulmans qui, les années précédentes, ouvertement, n'avaient pas observé le jeûne, et qui cette fois n'ont pas osé le faire, à cause de cette explosion de fanatisme provoquée par les paroles, courageuses et sensées, d'un Président ordinairement respecté et suivi.

Bourguiba entend-il donc lutter contre la religion ? Non. Même quand il s'en prend au Ramadan, il cherche dans la tradition islamique des précédents, il se fait approuver par les cheikhs les plus en vue. Il lutte contre certains effets réactionnaires de l'Islam, mais sa femme, d'origine française, s'est convertie à la religion musulmane, évidemment sous son influence.

**

Cependant, malgré la puissance du sentiment religieux, le Tunisien n'est pas intolérant. Musulman, il considère que tout homme né dans une autre religion « révélée » (judaïsme, christianisme) doit être libre de la pratiquer. Son attitude à l'égard de la minorité israélite mérite d'être signalée.

L'indépendance de la Tunisie a amené un exode d'Israélites vers Israël, via la France. Aujourd'hui, les Juifs tunisiens ne songent plus à s'en aller. « Tant que Bourguiba sera là, les entend-on dire, nous n'avons rien à craindre ». Bourguiba, en effet, a souvent parlé en leur faveur, interdisant toute discrimination à leur égard. Quand on parle d'eux dans un document officiel, on dit « nos compatriotes israélites ».

Est-ce à dire qu'il n'y ait pas de sentiments anti-juifs dans le peuple ? Ce serait aller trop loin. Ce sont les musulmans les plus pauvres qui se montrent les plus hostiles aux Juifs. Ces derniers leur paraissent être tous des riches, des exploités. Il y a bien les quelques Juifs paysans de l'île de Djerba, qui sont peut-être des descendants de Berbères judaïsés avant l'Islam, mais tous les autres sont des Israélites des villes, aux bonnes situations. Pendant des siècles, ils ont pratiqué le prêt à intérêt, auquel les musulmans avaient souvent recours, sans pouvoir le pratiquer eux-mêmes, à cause d'une interdiction d'ordre religieux. Cela explique cette animosité sourde existant dans les rapports entre le petit peuple musulman et la communauté israélite. Mais dans les milieux intellectuels — chez les médecins, les professeurs — cet antagonisme est dépassé, et l'on voit les Tunisiens des deux communautés religieuses travailler côte à côte et avoir des relations personnelles amicales.

Bien plus. Si officiellement la Tunisie est opposée au sionisme, elle n'interdit pas d'écrire, ni même d'envoyer des paquets, en Israël. A cause de cela, elle n'a pas adhéré à l'Union postale arabe. On voit même dans les vitrines des libraires — chose incroyable quand on connaît l'Orient, où le nom même d'Israël est prohibé, si ce n'est quand il s'agit de le vouer à l'exécration — des

livres sur Israël, par exemple l'ouvrage de la collection « Petite Planète » sur ce pays.

* *

Dans le monde arabe, la Tunisie a donc son originalité. Bourguiba a choisi une voie assez différente de celle de l'Égypte, de la Libye et même du Maroc. Dans certains domaines, son expérience est positive. Dans d'autres, il reste beaucoup à faire. Il est à souhaiter, en particulier, que le développement de l'économie permette de donner du travail à tous ceux qui errent dans les villes, et que le mouvement syndical et politique évolue vers une démocratie toujours plus réelle.

J. GALLIENNE.

De quoi parlent les députés au Soviet Suprême

Nous qui nous plaignons, à juste titre d'ailleurs, des restrictions arbitraires apportées aux droits du Parlement par les « princes » qui nous gouvernent, nous ne sommes quand même pas tombés au rang de l'U.R.S.S., où quatre jours de session ont suffi au Soviet suprême pour épuiser ses travaux et renvoyer ses députés dans leurs circonscriptions.

Une autre différence qui n'est pas à l'avantage de la prétendue « patrie des travailleurs », c'est que nos députés peuvent encore critiquer le gouvernement et opposer d'autres conceptions aux siennes, même sur les plus grands problèmes.

Au Soviet suprême, seul, M. Gromyko, a pu, dans un long monologue, débattre des problèmes internationaux et fixer la politique de l'U.R.S.S. sur le problème allemand, sur l'Algérie, le Laos et le Congo, sur les relations avec l'Amérique et sur le désarmement.

Les députés, eux, avaient droit à vingt minutes pour faire invariablement l'éloge de la politique et de la personne de M. Khrouchtchev. Une soixantaine d'entre eux se sont acquittés de cette corvée. Et ainsi, les propositions gouvernementales ont toutes été approuvées à l'unanimité.

Mais, s'il leur est interdit d'exprimer le moindre désaccord sur les problèmes internationaux, plusieurs députés ont pu apporter les doléances de la population qu'ils représentent.

Sur quoi ont porté les critiques ? Si nous nous reportons au témoignage du correspondant du « Monde » à Moscou, on s'est plaint du défaut de coordination des services chargés de l'approvisionnement des entreprises, de l'irrégularité des fournitures, de l'insuffisance de la mécanisation de l'agriculture, de la faiblesse chronique des services chargés de l'entretien des immeubles et du manque d'hôpitaux et d'écoles (plusieurs responsables locaux ont signalé que leurs écoles devaient voir passer trois fournées d'élèves par jour). On s'est plaint aussi du mauvais état des services communaux et de l'adduction d'eau dans de nombreuses villes.

Et chacun de solliciter une augmentation de crédits que le ministre des Finances a rejetée « avec une sérénité que pourraient lui envier beaucoup de ses collègues capitalistes », comme le note le journal français, lequel a relevé que les corrections apportées au budget, après ces réclamations, se chiffrent seulement à moins de 2 pour mille !

Comme on le voit, dans le pays du « socialisme », l'envoi des spoutniks passe avant les constructions scolaires et hospitalières !

F. CHARBIT.

Le travail : "Gloire et Honneur" en Allemagne Orientale

Le chef de la « République démocratique allemande », Walter Ulbricht, l'avait déjà annoncé en 1952 : le gouvernement publierait un nouveau Code du Travail, « digne d'un pays moderne, à l'avant-garde du progrès socialiste ». Mais un « accident » avait alors empêché le législateur de terminer sa tâche : le 17 juin 1953 précisément, éclatait une révolte contre le régime en général et contre son contenu social en particulier. On n'a pas oublié que l'insurrection ouvrière commençait par une manifestation contre les « normes » imposées aux travailleurs.

Il a fallu huit années au régime pour élaborer un Code du Travail. C'est le 15 novembre 1960 que fut publié ce document qualifié par la presse communiste de « manuel du pouvoir ouvrier ». On ne s'étonnera pas d'y trouver une condamnation formelle du droit de grève, puisque « le travail accompli dans un régime socialiste est affaire de gloire et d'honneur » (sic) ; c'est en effet ce qu'on peut lire dans le préambule du texte gouvernemental.

Comme le législateur était sûr d'avance de ne provoquer aucun enthousiasme, le chef des syndicats de la zone orientale, Herbert Warnke, a coupé court à toute discussion, même « légale », en déclarant : « Des approbations générales (concernant ce Code du Travail) ne servent à rien... Ce qui importe, c'est l'accomplissement des tâches de production dans les délais voulus. » (*Neues Deutschland*, 15 novembre 1960).

On ne saurait mieux caractériser le sens de cette « législation sociale » qu'en citant le nouveau Code : « Les syndicats — y lisons-nous — ont la tâche de promouvoir un moral socialiste et une discipline de travail élevée, afin de contribuer à l'augmentation rapide de la productivité et à l'accomplissement des plans économiques. »

A cette fin, l'organisation syndicale est chargée d'organiser « l'émulation socialiste » dans les entreprises, et aura à veiller sur « l'application stricte des normes élaborées dans le cadre des entreprises ». Pour y arriver, il faut évidemment une discipline de fer : on précise donc qu'un ouvrier sera tenu « d'accomplir tout autre travail que celui qui correspond à sa qualification », et ceci pour la durée de six mois, « si cela est nécessaire pour l'accomplissement du plan ».

On n'a pas oublié les détails, dans ce « code socialiste » : l'augmentation des normes ne donne plus droit à une amélioration du salaire, et, au paragraphe 27, on précise que seule la direction de l'entreprise peut donner congé à un ouvrier,

Ce merveilleux Code du Travail ne donne aucune indication sur le temps légal du travail ; il n'y est rien dit sur le travail de nuit pour les jeunes et les femmes : pour la bonne raison que l'Etat et les « syndicats » à son service se réservent le droit de régler tous ces problèmes (et les autres) à leur guise.

C'est un code d'esclavage. Au moment où une partie de la presse française découvre les charmes du régime « socialiste » en Allemagne orientale, il est bon de souligner que ce code est appliqué aux ouvriers de Leipzig, Dresde, Magdebourg, Halle, Chemnitz, c'est-à-dire à une classe ouvrière qui, dans les années vingt, après la première guerre mondiale, avait conquis par son action syndicale une législation sociale digne de ce nom. Le régime « socialiste » de Walter Ulbricht remplace les avantages sociaux... et la liberté, par « la gloire et l'honneur ».

G. S.

DERRIÈRE LA FAÇADE CONGOLAISE

Quand les travailleurs africains de la grande société de transports — O.T.R.A.C.O. — se mirent en grève, en novembre dernier, au Congo ex-belge, ils espéraient d'une part une augmentation substantielle des salaires, d'autre part une promotion dans la hiérarchie des fonctions. La plupart des postes de direction, de maîtrise et de contrôle se trouvaient occupés par des Européens dont les salaires étaient élevés. A travail égal, l'ouvrier européen était payé à un taux environ cinq fois plus élevé que l'ouvrier congolais.

Il s'agissait d'un conflit type, qui mettait en évidence ce que l'indépendance signifiait pour les salariés. L'entreprise est importante : l'*Otraco* contrôle la flotte fluviale du Congo et le chemin de fer Léopoldville-Matadi, c'est-à-dire les voies principales de l'exportation et de l'importation. Société mixte, à capitaux privés et d'Etat, elle emploie plusieurs milliers de travailleurs.

La grève fut un échec, bien que la plus grande partie du personnel y eût pris part. La direction pratique une politique habile : elle accorda de fortes gratifications aux quelques Africains occupant des postes de responsabilité, favorisa la promotion de quelques autres, licencia une partie des grévistes. Les syndicats officiels, auxquels les travailleurs ne s'étaient pas adonnés, jugèrent que ce mouvement « sauvage » ne méritait pas d'être aidé et ils ne firent rien pour qu'il aboutisse. Le commissaire, de qui dépendaient les problèmes du travail, condamna la grève qui portait atteinte à un service national essentiel.

Pour obtenir quelques détails sur le mouvement, il faut rechercher les témoignages d'ouvriers licenciés, car aucune publication n'a consacré d'étude à cette réaction ouvrière et les organisations syndicales observent à son propos un complet mutisme. Il n'est guère que les milieux syndicaux lumumbistes — semi-clandestins — qui acceptent d'en parler.

Ce détachement pour les problèmes sociaux, ou plus exactement ce dédain des situations sociales, paraît caractériser la plupart des observateurs, envoyés extraordinaires et autres chargés de mission, autant que la plupart des officiels et officiels des nombreux pouvoirs congolais.

Il y a plus de 70.000 chômeurs à Léopoldville, pour une population active de 130 à 140.000 personnes. Ni les syndicats ni les autorités ne s'en occupent, même si la question est inscrite aux programmes. Sans doute, diverses organisations ouvrières ont-elles procédé à quelques distributions de vivres parmi leurs affiliés, grâce à des dons internationaux, mais il n'existe ni comités de chômeurs ni action en leur faveur.

Comment vivent-ils ? Par le jeu des liens familiaux qui permet à plusieurs personnes de se nourrir aux frais d'un proche qui travaille ; grâce aux multiples liens qui se maintiennent encore entre nouveaux citadins et parents demeurés au village. Aussi, pour des milliers d'habitants de la ville, l'exode vers les collines proches est-il une forme occasionnelle de retour à la terre.

Les aliments de base — manioc, poisson séché, huile de palme, banane — augmentent de prix. La hausse est en partie freinée par la misère même. La traite et les transports intérieurs demeurent en grande partie sous le contrôle de commerçants portugais, lesquels disposent d'un capital suffisant pour parer aux fluctuations du marché, alors que les petits intermédiaires congolais se trouvent à bout de souffle dès que surgit un événement imprévu.

L'orientation générale des pouvoirs est favorable

au blocage des salaires. Hugues Leclercq, professeur d'économie financière à l'Université Lovanium, parlant, devant une assemblée spécialisée, de la politique économique qui s'imposait, a conclu par cette nécessité. Son avis est sans doute partagé par le Collège des Commissaires mis en place par le colonel Mobutu. Plus grave : il semble que les directions syndicales elles-mêmes n'y soient pas opposées, pour des raisons « d'intérêt national ».

Les syndicats sont organisés par deux centrales. L'une est d'esprit catholique : l'U.T.C. (Union des Travailleurs congolais) et chiffre le nombre de ses adhérents à plus de 60.000. L'autre est la F.G.T.C. (Fédération générale des Travailleurs congolais), créée comme prolongement de la centrale socialiste belge, et affiliée à la C.I.S.L. Il existe également un syndicat d'employés et de fonctionnaires — l'A.P.I.C. —, plus ancien. Enfin, il est nécessaire de citer les noyaux lumumbistes qui mènent une activité plus partisane que syndicale, en raison même de la situation politique présente.

On ne peut que constater la disproportion qui existe entre l'importance des problèmes économico-sociaux et l'activité réduite, accessoire, des syndicats. Peu ou pas d'assemblées ; des grands bâtiments vides ; une petite bureaucratie qui pense à « encadrer » les travailleurs bien plus qu'à exprimer ou à faire aboutir leurs doléances.

Dans les cités africaines, les discussions ouvertes ou publiques sont rares. Les comités agissent et publient des proclamations sans que l'on puisse observer de manifestations d'une vie organisationnelle. Les journaux sont encombrés de déclarations officielles, de comptes rendus de conférences de presse, de discours, alors que la présentation des problèmes essentiels et l'information portant sur leurs données font défaut. Tous expriment les points de vue des personnalités ou partis soutenant le régime en place. L'organe du Parti Solidaire Africain, qui était publié de temps à autre dans la capitale, a été saisi à diverses reprises, et depuis le retrait prudent de Kamitatu, leader du P.S.A. et président du gouvernement de la province de Léopoldville, dans la région qui est son fief, il a cessé de paraître.

Il faut dire que l'atmosphère générale de la ville ne favorise pas la pratique des assemblées populaires. Aux difficultés économiques vient s'ajouter le malaise causé par les soldats en armes, qui circulent, interviennent, pratiquent des arrestations. Cette présence constante d'hommes porteurs de mitraillettes, de fusils-mitrailleurs et de fusils, finit par apeurer la population, d'autant plus qu'auprès de ces soldats les recours sont difficiles, pour l'homme de la rue surtout, et qu'ils n'obéissent pas toujours à des ordres précis, mais s'imposent chaque jour davantage à mesure qu'ils découvrent leur puissance.

Dans pareille situation où la revendication, l'expression des opinions, la participation à une forme quelconque de la vie politique sont éliminées, il est normal qu'une fraction de la jeunesse — et les moins de vingt ans sont la majorité — cherche à s'évader. C'est la création de bandes d'adolescents, la naissance de milieux de pré-délinquance. C'est surtout la quête frénétique d'un emploi ou d'une combine qui permettra enfin de vivre.

Qu'aucune tentative pour exploiter ces mécontentements et organiser ces mécontents ne soit visible indique à quel point l'appareil communiste est faible, et conduit à penser que la politique soviétique ne mise que sur l'exploitation internationale

du drame congolais et non sur son utilisation « du dedans ».

La plupart des partis sont d'une extrême jeunesse. Un seul, le Mouvement National Congolais, fait figure de parti national. Encore faut-il ajouter que le M.N.C. ne disposait d'une influence dans les provinces du Kiwu, du Katanga et de l'Equateur, que par un système d'alliances avec d'autres partis, régionaux ceux-là. L'implantation est essentiellement locale, et si la formule « conflits tribaux » couvre en réalité des phénomènes parfaitement explicables (rivalité pour l'occupation des terres, soutien par l'administration belge de telle ethnique aux dépens de telle autre), il est exact de voir, dans nombre d'organisations, l'expression politique d'une population de même origine tribale qu'incarne un chef ou une petite équipe de dirigeants instruits.

La difficulté rencontrée par Patrice Lumumba, lors du premier gouvernement, est identique à celle sur laquelle buta le gouvernement Iléo, à celle à laquelle se heurte le pouvoir de fait du colonel Mobutu et du Collège des Commissaires : elle surgit de la multiplicité des pouvoirs locaux, forts et jaloux de leur autonomie. Telle ligue, née d'une commune volonté de résister à l'autorité centrale, se désagrègera dès que ses composantes trouveront des alliés de circonstance dans ce même pouvoir central, mais elle retrouvera de nouveaux membres craignant la poigne d'une autorité nationale.

Si le jeu se maintenait dans les limites du Congo, sans doute aboutirait-il finalement à une entente, au moins sur les questions d'intérêt général. Mais le fait est que les partis régionaux se trouvent sollicités, soutenus, utilisés par des groupes économiques ou par des Etats étrangers. Il ne faut pas être un grand clerc pour s'apercevoir que le Sud-Katanga et le Sud-Kasaï bénéficient de l'appui des grandes sociétés minières par exemple.

La tendance à la réconciliation, les tentatives de « table ronde » sont freinées ou bloquées par les divers « protecteurs » disposant de moyens financiers considérables, habiles dans la propagande sur le plan international. Encore ce mécanisme serait-il aisément mis à nu si les partenaires étaient peu nombreux et si une étiquette pouvait être collée sur chacun des participants. Ce n'est pas le cas. Même l'« interlocuteur » belge ne se présente plus simplement : la cohésion entre groupes financiers belges, gouvernement de Bruxelles, conseillers locaux, missions religieuses, est rompue. Les compagnies minières du Katanga appuient Tshombé, mais le gouvernement belge ne le reconnaît pas. Les missions catholiques cèdent leurs domaines terriens dans le Bas-Congo à des organismes congolais. L'Université Lovanium, par la voix de son recteur, critique la politique d'enseignement poursuivie par l'administration coloniale.

Au sein même de l'apparente coalition Kasavubu-Mobutu-Commissaires, les divergences sont nombreuses et la crainte d'un effondrement général ne suffit pas à les réduire. Par contre, le sentiment d'une possible entente entre tous les leaders politiques et tous les partis s'exprime chez les adversaires — les uns à la tête de l'Etat, les autres emprisonnés ou menant une vie illégale —. Et ce sentiment se ranime lorsque s'affirme plus nettement la puissance militaire du colonel, laquelle éclipse le rôle des leaders populaires, réduit à néant le système parlementaire, mais laisse intactes les influences qui s'exercent à la reconquête. Cela, les malins des sociétés belges, les retors de certains clans de Brazzaville ne le voient et ne le sentent pas toujours.

Le glissement vers un pouvoir militaire est amor-

cé, limité par l'indiscipline même des soldats et par l'exiguïté des territoires effectivement contrôlés. Mais le danger n'en existe pas moins; il suffirait d'un capitaine moins prudent et plus « dur » que Mobutu pour que le régime prit une allure de force. Les tireurs de ficelles n'en seraient que plus à l'aise.

Pour l'instant, l'hémorragie des ressources économiques du Congo se poursuit. Le Katanga achemine directement ses minerais par les routes de l'Est et du Sud sans plus passer par Léopoldville. Les exportations par le port de Matadi ont repris leur rythme d'il y a deux ans. Mais nul ne sait, parmi le commun des mortels congolais, où vont les capitaux qui correspondent à ces marchandises. Les importations ne s'effectuent que sous un rigoureux contrôle et demeurent strictement limitées. La Banque centrale imprime des billets en grand nombre et si l'inflation ne prend pas d'allure catastrophique c'est grâce au resserrement de la consommation, au chômage et aux bas salaires.

Une terrible perspective s'ouvre ainsi devant le Congo, perspective où l'on retrouve les deux éléments essentiels de l'ancien régime, mais accentués jusqu'à la caricature : une population congolaise vivant chichement des produits de son sol — et c'est un sol pauvre —, une superstructure de services et de sociétés européennes qui drainent hors du territoire congolais richesses minières et matières premières.

Le drame congolais est là, autant et plus que dans les spéculations internationales à propos du « désordre » congolais, savamment entretenu.

L'ITINERANT.

Parmi nos

LETTRES

A propos du référendum

De G. WALUSINSKI (Saint-Cloud) :

Ce n'est pas sans étonnement que je vois, dans la R.P., plusieurs camarades prendre position pour le oui ou pour le non au référendum du 8 janvier, ou s'interroger sur le choix à faire. C'est Louzon qui est le plus catégorique avec un non qui ne ressemble sans doute ni à celui de Thorez ni à celui de Bidault, qui ne leur ressemble pas, mais qui leur est identique.

De Gaulle ayant tous les pouvoirs, en théorie, n'ayant, en ce qui concerne l'Algérie, que des pouvoirs limités du fait de l'armée, celle-ci ayant été circonvenue par les ultras, quelle peut être l'action réelle d'un électeur, le 8 janvier, armé, lui, d'un simple petit papier sur lequel il y a, ou bien un oui à l'autodétermination qui signifie en réalité non car on ne peut avoir aucune confiance en De Gaulle; ou bien un non à l'autodétermination, comme Bidault et Thorez qui signifie qu'on a une solution de rechange avec ces personnages ?

Le oui ou le non équivoque, le petit bout de papier dérisoire, au moins autant que lors d'une élection législative ordinaire : c'est le type du faux problème.

Je ne vois, en ce qui le concerne, qu'une attitude possible, passer outre.

INTELLECTUELS ET DÉCOLONISATION

Le périodique américain *The New Leader*, de tendance socialiste, a publié le 30-5-1960 un article d'un professeur de sciences politiques du Massachusetts : Lucian W. Fye « *qui fait autorité pour tout ce qui concerne les pays sous-développés en général et le Sud-Est asiatique, en particulier* ».

Consacrée à la Malaisie et particulièrement au rôle qu'y jouent les intellectuels, cette étude objective éclaire les profondeurs de la « décolonisation asiatique ».

EN MALAISIE : DES INTELLECTUELS INSATISFAITS

En effet, selon notre auteur, la Malaisie se distingue des autres nouveaux Etats indépendants par deux aspects : 1) elle ne se développe pas sous le signe d'un planisme à brillantes perspectives, à fulgurantes et spectaculaires ambitions... futures ; 2) l'économie est en pleine croissance et le niveau de vie s'améliore constamment. Ce qui ne signifie évidemment pas l'aisance pour tous. Mais si à la base le revenu des ruraux et du tiers des urbains est comparable à celui des autres pays du Sud-Est asiatique, le revenu moyen est près de six fois supérieur, c'est-à-dire que pour la majorité de la population urbaine, une ascension rapide, la formation accélérée d'une classe moyenne suivent l'expansion économique selon des courbes parallèles.

Autre indice de progrès : l'urbanisation, exceptionnelle en Asie par sa densité : les deux cinquièmes de la population s'entassent dans des villes et comme en Europe occidentale et en Amérique du Nord, à la force « centripète » des cités tentaculaires s'oppose la force « centrifuge » qui étale les constructions dans des banlieues de plus en plus larges et longues.

Mais l'auteur nous permet aussi d'éclairer ce phénomène par deux autres « syndromes ». La rapidité de l'enrichissement : sur les cinquante plus riches habitants d'Ipoh (centre de mines d'étain) : huit ont débuté comme ouvriers ou contremaîtres, neuf sont presque illettrés, seize autres doivent le départ de leur fortune à des pères totalement analphabètes.

L'absence d'une véritable « intelligentsia », c'est-à-dire d'hommes à idées, de penseurs professionnels (*sic* !). Les techniciens, les médecins et les juristes y sont nombreux, compétents et efficaces. Ce qui manque, ce sont des « intellectuels » sans emploi, ou sans emploi défini par leurs capacités et des diplômés : « Le pays serait intellectuellement un désert, incroyablement sous-développé sur le plan artistique. On ne s'y intéresse qu'à gagner de l'argent. »

Il en résulterait encore le « vide de la vie politique malaise ». Un jeune juriste malais reconnaît « *qu'on se sent complètement stupide de ne pas se passionner pour les questions politiques* », mais il ajoute qu'après réflexion « *on se rend compte qu'il serait encore plus stupide d'essayer de remuer les gens* ».

L'auteur examine ensuite la dualité de l'enseignement malais dans la période précédant l'indépendance. Les écoles chinoises fondées pour les immigrants dans le respect des traditions culturelles chinoises devenant naturellement des foyers de culture chinoise et de patriotisme chinois,

ce qui ne pouvait que contrarier l'unité malaise et envenimer les rapports entre les différentes communautés raciales. Les Britanniques, conscients de ce péril, s'efforcèrent avec succès de créer un enseignement essentiellement technique tendant à organiser le « conformisme civique ». Mais d'un côté comme de l'autre on ne fit rien pour développer « l'esprit critique et l'imagination ». Les tentatives des communistes chinois et malais d'agiter les étudiants de Singapour furent brisées par les autorités et — selon l'auteur — les champions du marxisme et de la Chine nouvelle se révélèrent de *tristes opportunistes* et des « *délinquants juvéniles* ».

La Malaisie serait prise dans un dilemme. L'agitation politique n'aurait servi que des desseins méprisables, de « lourdes passions » souvent d'ordre racial. Et lorsque le calme revient, lorsque le pays est administré comme une « entreprise qui marche bien », on éprouve le sentiment d'un manque, d'une lacune. On n'y trouve pas de penseurs et rêveurs qui puissent définir la personnalité malaise...

L'équilibre fragile qui règne entre les communautés ethniques, la fragilité de la vie économique ne permettent guère les innovations intellectuelles. Il ne faut pas secouer la barque malaise, chacun doit y demeurer assis, personne ne peut s'y dresser pour voir « dans quelle direction elle va... ».

INDONESIE : RUPTURE ENTRE LES INTELLECTUELS ET LE PEUPLE

Un mois plus tard, le même magazine américain publiait un article de Clifford Geertz sur « *Indonésie : raison et sensibilité* ». L'auteur est aussi un universitaire : docteur en philosophie d'Harvard, professeur d'anthropologie à l'Université de Californie. Ce qu'il présente ici ce sont les conclusions de quatre années d'études sur place à Java et à Bali. Plus que de toutes les informations d'ordre politique, nous en tirons d'édifiants et pénibles aperçus sur l'état moral de la jeune nation.

Il semble en effet que la rupture soit définitivement consommée entre les intellectuels qui furent les pionniers de l'indépendance et le peuple indonésien poussé vers ce que le président Soekarno appelle « *l'abîme de l'anéantissement* ».

En 1936, l'un d'entre eux, le plus célèbre : Sutan Sjahrir condamné par les colonisateurs hollandais à huit années d'emprisonnement, attribuait déjà « *sa relative impopularité dans les milieux nationalistes et intellectuels d'Indonésie à ses tendances occidentales* ». Il avait donc prévu son isolement actuel. Clifford Geertz en cite d'autres qui signèrent les premières déclarations d'indépendance, occupèrent des postes importants dans les premiers gouvernements indonésiens, qui sont aujourd'hui rejetés de la vie politique, ou proscrits, ou astreints à résidence surveillée, ou même ralliés aux rebelles de Padang. Parmi eux : Mohammed Hatta, fondateur du mouvement coopérateur, premier vice-président de la République ; Wilopo, juriste, ancien premier ministre ; Bahder Djohan, ancien président de l'Université de Djakarta ; Sumcho Djojohadikusumo, ancien doyen de la Faculté des Sciences de Djakarta...

Parmi eux, les principaux ministres du gouvernement rebelle.

Ce phénomène qui n'est pas particulier à l'Indonésie peut s'interpréter comme une répugnance d'aristocrates de la pensée pour un mouvement populaire qui n'a pas respecté les limites fixées par les nationalistes conservateurs. Aussi par l'absence d'un langage commun entre des bénéficiaires de la haute culture occidentale et une masse attachée à des croyances archaïques et une échelle des valeurs encore barbare. Ce sont là d'ailleurs des explications qui ne sont pas contradictoires et qui confirment ce que l'évolution des nations occidentales nous a déjà appris.

L'auteur de l'article retrace l'histoire de ce nationalisme indonésien qui naquit dans des cercles d'intellectuels, d'autant plus limités en nombre, d'autant plus éloignés d'une masse encore imperméable aux idées révolutionnaires, que les indigènes étaient presque totalement exclus de l'enseignement supérieur. En 1920 : 50.000 élèves dans l'enseignement supérieur de l'Inde, 2 dans celui d'Indonésie. En 1940 : 700 élèves dans les établissements hollandais d'enseignement supérieur, tandis qu'aux Philippines (4 fois moins peuplées) on comptait 12.000 undergraduates (au niveau de nos licenciés).

Ce seraient les Japonais qui, par la logique du système totalitaire exigeant une « adhésion idéologique de la masse », auraient créé un mouvement poutique dont Soekarno et Hatta furent les leaders soumis au contrôle vigilant des vainqueurs. Les Japonais vaincus et chassés, l'organisation demeura, proclama l'indépendance, et l'union réalisée entre la masse et les intellectuels nationalistes se prolongea efficacement pendant les premières années de la jeune nation.

CLERCS ET POLITICIENS

Ce qui n'est pas extraordinaire, c'est la scission consommée définitivement en 1953 entre les intellectuels « cosmopolites » et les agitateurs populaires parmi lesquels des « clerics » qui avaient appris la technique de l'action politique, où le Pouvoir devient d'autant plus oligarchique que sa propagande est plus démagogique. Ce qui est significatif, c'est que le succès des politiciens a été déterminé non par d'authentiques aspirations « progressistes » et socialistes, mais par un nationalisme « étroitement indigène » lié à une culture « traditionnelle », pré-musulmane, c'est-à-dire antérieure à la première grande civilisation orientale. Ce qui l'est encore, c'est que les communistes aient formé l'aile marchante de ce nationalisme indigène, et qu'ils en tirent aujourd'hui quelque bénéfice, car ils occupent directement ou par personnes interposées des postes importants dans certains gouvernements locaux et même au gouvernement central.

Certes, les appréciations des deux rédacteurs du « New Leader » ne peuvent être acceptées sans examen. Si solide, si profonde que soit leur documentation, ils sont évidemment orientés par leur optique de libéraux américains. Il n'y a probablement rien d'inexact dans leurs observations, rien de tendancieux dans leur jugement. Celui-ci cependant dépend de « normes » et de références pré-établies dans leur esprit. On pourrait s'étonner qu'ils laissent hors de leurs propos des « problèmes sociaux » qui, note Clifford Geertz, sont les fléaux de la République indonésienne et les facteurs fondamentaux de son évolution actuelle.

Mais si artificielle que nous paraisse cette « localisation » de l'influence des intellectuels, il n'est pas interdit — ni inutile — de l'examiner, même dans les éprouvettes des laboratoires.

Clifford Geertz attribue l'isolement des intellectuels les plus désintéressés à leur répulsion paralysante pour la démagogie du « guide qui s'offre au peuple », qui use et abuse de la seule science

du politicien. En Indonésie, comme dans les pays du même type, il n'est plus possible d'influencer la politique par des moyens intellectuels. Il faut entrer totalement dans le jeu, se muer en politicien professionnel, quels que soient les risques d'incompétence et de corruption.

Clifford Geertz, d'ailleurs, ne s'attache pas à déplorer la faillite des intellectuels qui ont « conçu » la nation indonésienne et n'ont pu se résigner aux servitudes de sa croissance. C'est la nouvelle vague à laquelle il pense. Et celle-ci, en dix ans, a acquis une impressionnante force numérique. De 700 étudiants sous le régime colonial, on est passé à 25.000 aujourd'hui. Et de grandes universités américaines ont importé des experts et des professeurs. De plus, le développement de l'enseignement populaire favorise les contacts utiles entre l'élite et la masse.

On se pose évidemment de multiples questions sur les tendances réelles de cette nouvelle classe intellectuelle. On peut espérer qu'elle abandonnera des traditions archaïques, qu'elle portera les fruits d'une culture authentique, naturellement supra-nationale, qu'elle rejettera aussi bien le « particularisme intellectuel » que la spécialisation technique. Mais l'auteur répète qu'il n'est pas possible en Indonésie de jouer le rôle d'expert, d'informateur et de critique. Les jeunes intellectuels n'auront d'influence que dans la mesure où ils s'imposeront comme chefs politiques.

EXPERIENCES EDIFIANTES

EN BIRMANIE ET DANS L'INDE

« The New Leader » a publié postérieurement deux autres études sur l'élite intellectuelle en Asie méridionale. L'une (13-6-60) sur « la Birmanie » de Frank N. Trager, professeur d'Affaires Internationales à l'Université de New York. L'autre (20-6-60) sur « l'Inde » de Edward Shiels, professeur à la Commission de Pensée sociale de l'Université de Chicago.

Elles sont trop denses pour que nous puissions les résumer ici. Elles sont pourtant plus riches d'enseignements directs que les deux premières. Et si l'on peut opposer l'optimisme relatif du premier enquêteur au pessimisme nuancé du second, c'est que les conditions économiques et démographiques sont beaucoup plus favorables en Birmanie que dans l'Inde.

Il y a dans les deux cas deux observations préalables qui ruinent quelques préjugés tenaces. C'est d'abord que cette classe intellectuelle relativement très importante, s'est formée sous la domination anglaise et que les traditions séculaires entretenues comme sources d'admirables inspirations artistiques, littéraires et morales ont favorisé la naissance et le développement d'un patriotisme authentique, populaire, dont l'expression unit l'élite à la masse, dont la diffusion a favorisé une liaison solide entre la ville et la campagne.

C'est d'autre part que si les Anglais ont tenté avec plus ou moins de succès de limiter l'accession des Birmans et des Indiens aux fonctions techniques et administratives, s'ils n'ont guère organisé ou encouragé l'enseignement populaire, ils n'ont pas gêné le développement de la culture indigène dont l'épanouissement en Birmanie et surtout dans l'Inde a produit des œuvres admirables.

Ces deux facteurs ont sans doute abouti à ce résultat heureux que les intellectuels de ces deux pays ont pu assez facilement associer le vaste patrimoine des plus vieilles civilisations du monde avec les exigences de la vie moderne. Et leur « patriotisme » a pu sortir des bornes d'un nationalisme exclusif et agressif.

LES SUCCES BIRMANS

La Birmanie connaissait déjà sous l'occupation anglaise, la distinction entre les « Pyn Nya That », étudiants d'Université ou élèves d'écoles professionnelles — et les Pyn Nya Shi, hommes qui ont « du savoir » (souvent sans diplômes) et qui, ignorés des administrateurs et touristes occidentaux, ont maintenu les plus belles traditions artistiques et littéraires tout en se familiarisant avec les « styles occidentaux ».

Mais si, parmi les premiers, on a trouvé quelques « collaborateurs » ralliés aux maîtres anglais, c'est bien des deux groupes que sont sortis vers 1930, les « Thakins », jeunes hommes et jeunes femmes, intellectuels radicaux que l'on a pu qualifier de « national-marxistes ».

— Pays dont l'évolution se caractérise par une « urbanisation » rapide et le passage de la « monoculture » à une économie plus harmonieuse, la Birmanie indépendante a bénéficié de progrès rapides et denses aussi bien par la croissance de l'élite intellectuelle que par le développement de l'enseignement populaire. L'Université de Rangoon compte cinq fois plus d'étudiants qu'avant guerre. Les 20 millions d'habitants envoient 1.500.000 enfants dans les écoles primaires et secondaires.

On pourrait reprocher à cette culture de se déprécier en se généralisant. Mais l'utilité en cette période de transition vaut mieux que le luxe de la perfection artistique et de la profondeur philosophique. Ce qui importe, c'est que les intellectuels des nouvelles couches échappent aux certitudes imposées, qu'ils étudient les traditions nationales et les exigences modernes sous le signe du « doute cartésien », que socialistes, par tendance spontanée ou choix délibéré, ils rejettent la « camisole de force » du totalitarisme communiste et s'efforcent de concevoir « un vêtement confortable », à la taille de leur nation.

LECROULEMENT DES REVES DE PURETE

Il n'est pas utile d'insister sur l'Inde, où les nécessités vitales, plus connues, expliquent et amènent à la fois les problèmes de conscience que posent les intellectuels.

Ce qui reste singulièrement grave, c'est que avec de 150.000 à 200.000 membres, la classe intellectuelle relativement plus faible que celle de tous les pays avancés, reste proportionnellement plus forte que dans les autres nouveaux Etats d'Asie et d'Afrique.

C'est qu'aussi il existe dans son sein un déséquilibre chronique entre une fraction très faible se consacrant aux sciences et aux techniques et une masse démesurée vouée à l'enseignement et à l'administration. Sur ce continent à villes surpeuplées, à cultures archaïques, insuffisantes, où des famines endémiques ou catastrophiques apparaissent comme des fléaux naturels, où l'analphabétisme des masses demeure encore plus lourd que pendant le moyen-âge en nos pays, fort peu d'écrivains, d'artistes et de journalistes peuvent vivre de leur profession. La classe intellectuelle subit dans sa majorité la gêne et la misère, et un chômage permanent.

Mais ce qui frappe le plus dans l'étude citée, c'est la rupture entre la plupart des intellectuels et les gens des appareils politiques. Sans doute, peut-on l'attribuer aux servitudes matérielles formulées ci-dessus. On ne peut cependant minimiser l'influence de cette haute vertu indienne, que Ghandi personnifia. C'est peut-être du bouddhisme et du brahmanisme que sont sorties les aspirations vers la pureté et la sainteté. Les intellectuels indiens, qui ne sont ni des « déracinés », ni des « ascètes » ne demandent pas aux politiques d'être sains et purs. Mais ils exigent que l'homme politique incarne un idéal. Or, à la seule exception de Nehru, tous

les dirigeants nationaux et locaux placés par le parti du Congrès, ne provoquent chez eux que déceptions, mépris et répulsion.

PENSEE ET ACTION

Toutes ces observations, que nous ne prenons évidemment pas à notre compte, appelleraient des commentaires nourris.

Bornons-nous aujourd'hui à trois conclusions :

1) Le phénomène étudié par les rédacteurs de « The New Leader » n'est pas localisé dans le temps et dans l'espace. Nos pays occidentaux ont connu et expérimenté toutes ces manifestations intellectuelles, depuis le mal du siècle des romantiques jusqu'au nihilisme des anarchistes en passant par le socialisme autoritaire et le purisme de l'art pour l'art.

Ce qui est nouveau — et ce qui exaspère des divergences et des conflits normaux — c'est la densité des masses en mouvement, c'est la rapidité de l'évolution, c'est l'existence d'une nouvelle « religion » portée par les tanks, les avions et les... spoutniks d'un empire knouto-marxiste, aussi séduisante pour les misérables qu'alléchante pour les « organisateurs » présents ou futurs.

2) Est-il possible, comme le proclame le président indonésien : Soekarno, de concilier le nationalisme et l'internationalisme, tout en rejetant le cosmopolitisme intellectuel.

Nous avons suffisamment insisté sur les problèmes posés par la nécessaire étape nationale. Il est vrai qu'il faut d'abord établir la base indigène. Mais exclure les intellectuels qui veulent demeurer « citoyens du monde », c'est encourager la xénophobie la plus absurde, c'est réduire l'international à des démarches vaines ou à la domination d'un impérialisme.

3) Enfin, si nous demeurons insatisfaits par cette promenade à travers les élites intellectuelles, c'est que nous portons l'héritage du syndicalisme ouvrier. Si noble et si riche que soit la pensée, ses constructions restent des rêveries ou des alibis, si l'action n'est pas à l'origine et au terme de l'opération intellectuelle. Il ne s'agit plus de *comprendre* le monde, mais de le transformer.

Roger HAGNAUER.

La Fédération Autonome des Métaux réclame : Salaire mensuel garanti et retraite à 60ans

La Fédération autonome des Métaux a tenu son congrès le 27 novembre 1960. Il a réélu comme secrétaire pour deux ans notre camarade J. Samson. Le Congrès a tenu à inclure la Charte d'Amiens dans l'article premier des statuts de la Fédération. La résolution finale est une affirmation de lutte de classes.

Dans le programme revendicatif adopté par le Congrès, nous relevons : le salaire mensuel garanti de 550 NF, le retour à la semaine de 40 heures sans diminution de salaire, la suppression des zones d'abattement, la retraite à 60 ans pour les hommes, à 55 pour les femmes.

Qui eût dit, il y a quelques années, quand tout le monde parlait du recul de l'âge de la retraite, que l'avancement de cet âge, au contraire, reviendrait si rapidement à l'ordre du jour ? Ce n'est pas la revendication avancée d'une organisation d'avant-garde. La preuve : le contrat signé récemment aux Etablissements Peugeot organise effectivement la retraite à 60 ans pour les hommes, à 55 ans pour les femmes.

PRÉSENCE D'ALBERT CAMUS

Il y a un an mourait absurdement Albert Camus, fauché en pleine gloire et en pleine vitalité. « Mon œuvre ne fait que commencer » se plaisait-il à dire dans les derniers mois qui précéderent l'accident, cette véritable ruée vers le royaume des ombres. Et depuis la plaie demeure toujours ouverte en nous; et depuis nous sommes orphelins d'une lumière qui nous aidait, aux plus sombres instants, quand le monde écumait de violence, de haine, à retrouver la lucidité et l'amour de la vie nécessaire pour ne pas s'enliser irrémédiablement dans le marasme.

Plus que tout autre écrivain de sa génération, Camus a été pour nous — et là je parle, sans me tromper, je crois, au nom de ceux qui sont nés autour des années 1930-1935 — non seulement un « maître à penser » mais aussi, et surtout, un grand frère qui comprenait nos espoirs, nos doutes, nos tragédies, et qui s'en faisait, avec courage et flamme, l'interprète.

Nous, qui apprîmes à vivre dans un décor de ruines, de raids aériens, de souffrances innombrables, nous trouvions dans l'*Etranger* l'expression même de notre désarroi, de notre sentiment « absurde » face au monde et aux individus, de notre révolte aussi. Car c'est là que Camus prenait pour nous toute son importance. C'est qu'il opposait un refus vibrant à l'oppressante laideur dont nous étions cernés. Se refusant à un optimisme facile et à l'aveuglement, il n'en rejetait pas moins l'idée de sécession totale avec les hommes que certains de ses contemporains recommandaient. Si Camus ressentait dans sa chair comme dans son esprit l'absurde d'une société où les mots les plus exaltants recouvrent les réalités les plus sordides, où les plus purs et désintéressés élan sont quotidiennement bafoués, il n'en arrivait pas pour autant à la nausée, au néant. « Le monde où je vis me dégoûte mais je me sens solidaire de ceux qui y vivent », disait-il encore. Camus ne désespérait pas de l'homme, chair et sang, tout en dénonçant, comme truquées et néfastes, certaines entreprises prétendument menées pour libérer l'homme de ses chaînes sociales et spirituelles. De jour en jour Camus définissait un humanisme conscient et fervent, fidèle avec ténacité à quelques valeurs primordiales qu'on ne saurait ignorer ou trahir, si l'on se donne pour ambition de bâtir la terre des hommes.

Pour combattre le mal de l'absurde qui hantait son être, Camus avait trouvé en sa terre natale, la terre algérienne, le meilleur remède. Nous ne ferons pas l'injure aux lecteurs de rappeler ici certaines pages, parmi les plus rayonnantes et pétries de chair et de sang qu'il a vouées à cette passion. Qui ne garde au cœur l'éblouissement de couleurs et d'odeurs contenues dans *Noces*, prestigieux cantique qu'un jeune homme adresse à sa bien-aimée, qui n'a pas en mémoire certains passages d'*Actuelles*, où la connaissance du malheur tempère le délire juvénile ?

Camus était en vérité avide des plaisirs que la terre peut donner, plaisirs où nage, marche, danse côtoient l'amitié, le travail, le sens des responsabilités. Camus était attentif aux *autres*. Il suffit de lire à la suite le numéro que la N.R.F. lui a consacré, et celui de la revue *Témoins*, pour réaliser jusqu'à quel point Camus, sans changer de peau ni de langage, savait se faire chérir des intellectuels et des ouvriers. Je pense même que Camus avait besoin de cette tendresse courtoise et franche. C'était un homme qui avançait sans

masque. J'ai dit que Camus était attentif aux autres, cela se sent par exemple dans l'attention qu'il n'a cessé de porter au théâtre, au personnage du comédien qui devait, par le pouvoir de métamorphose, lui apparaître comme un être d'exception. Non seulement il a écrit avec *Caligula*, les *Justes*, quelques-unes des plus marquantes œuvres contemporaines destinées à la scène, mais il a accompli une véritable carrière d'adaptateur et de metteur en scène, dont les maîtres en ce domaine ont témoigné de l'importance.

Est-il besoin de rappeler aussi la passion de Camus pour la Liberté? Nulle juste cause à qui il ait refusé son temps d'homme et son prestige, nul innocent en péril qui n'ait eu en Camus un défenseur, un camarade. L'Espagne qui le fascinait et l'Algérie dont il était l'enfant solaire n'arrivaient pas à se partager son cœur, à épuiser toutes ses ressources. Il n'avait que mépris pour les pâles apôtres et les faux Christs. S'il fut avec les insurgés de Budapest c'est au nom du socialisme démocratique que ceux-ci défendaient, poitrine nue, face aux tanks russes et il fustigea, pour notre joie, la cohorte des aboyeurs salariés qui souhaitaient plus ou moins remettre à la tête de la Hongrie un triste rejeton d'Horthy et qui, dans la confusion générale, affichaient impunément l'étiquette de démocrates. Albert Camus nous fut dérobé alors que son œuvre ne cessait de prendre l'amplitude des quelques grandes voix auxquelles les hommes de quelque civilisation qu'ils soient se réfèrent et le poids de l'éternité. La douleur est d'autant plus longue à guérir que de pareilles voix sont rares et que nous en avons plus que jamais besoin. Si l'homme de chair et de sang nous échappe il nous reste une poignée de livres brûlants. Consolation immense et faible à la fois. Il nous appartient dorénavant de sauvegarder ce message, de le défendre contre toutes les annexions possibles dont l'histoire abonde, de le répandre, et d'essayer, avec humilité et patience, de ressembler à cet homme digne de se regarder dans un miroir sans fermer les yeux, à cet homme que Camus appelait depuis qu'il était sorti du paradis des plages et des sables.

André LAUDE.

L'ANNIVERSAIRE DE LA MORT D'ALBERT CAMUS

La Ligue espagnole des Droits de l'Homme a pris l'initiative d'honorer la mémoire d'Albert Camus, à l'occasion du premier anniversaire de sa mort tragique.

Elle invite tous les Espagnols réfugiés à se rendre, le dimanche 15 janvier, au 35, avenue Foch, premier étage, où, devant un immense portrait de l'écrivain, des fleurs seront déposées par chaque arrivant.

Au moins une fleur !

Le local sera ouvert de 10 heures à 20 heures.

A Toulouse, à Bordeaux, à Montauban, à Périgean, des hommages de forme identique seront organisés.

Toutes les fleurs seront rassemblées au cimetière de Lourmarin, et une concentration des Espagnols républicains de toutes tendances permettra de saluer celui qui, sa vie durant, offrit son amitié aux exilés et fut le porte-parole de l'Espagne indomptée.

LE SYNDICAT DE BAUGIGNOUX

par Emile GUILLAUMIN (1)

« La vie d'un simple », ce classique de la vie paysanne, dans la bonne lignée de « Jacquou le Croquant », a eu le succès qu'il méritait dans le monde entier.

« Le Syndicat de Baugnoux » doit aussi sortir de l'oubli. Pour nous qui essayons de faire vivre, ou tout au moins d'expliquer aux nouvelles générations, la tradition syndicaliste, ce trait d'union authentique entre syndicalisme ouvrier et mutualisme paysan doit faire partie de notre patrimoine littéraire le plus cher.

J'ai eu le privilège et la joie de connaître E. Guillaumin, jusque dans sa petite maison bourbonnaise d'Ygrande. La personnalité attachante et modeste de ce travailleur de la terre doublé d'un scrupuleux et grand écrivain, dépassait de loin le domaine de l'anecdote paysanne locale et du folklore bourbonnais, qu'il connaissait bien : plus qu'aucun autre, au moins en France, il s'est efforcé de décrire la peine des hommes de la terre, leurs problèmes quotidiens, leurs espoirs d'amélioration, leurs faiblesses aussi.

Certes il a contribué à expliquer jusqu'aux menus détails ce qu'était la vie quotidienne du paysan bourbonnais d'il y a un demi-siècle. Mais il voyait plus loin que les écrivains socialisants à la George Sand, penchés affectueusement vers les hommes de la glèbe, mais du haut de leur vie confortable. Penché directement sur la terre qu'il travaillait, il a vécu authentiquement de ses bras et il a su faire sentir, aussi bien à ses lecteurs qu'à ses frères de peine, comment accéder avec un minimum de violence à un sort meilleur.

Il relate dans « Le Syndicat de Baugnoux », sous une forme à peine romancée, une importante initiative locale : la fondation du premier syndicat de métayers à Bourbon-l'Archambault, en 1904, par son ami Michel Bernard, simple métayer. Initiative limitée, dont le retentissement local ne dura que quelques années, mais qui a plus fait en profondeur que bien des mouvements politiques ambitieux, pour transformer petit à petit la vie quotidienne de l'homme de la terre. C'est l'addition de ces efforts modestes qui constitue le progrès réel, on ne saurait trop le répéter en notre époque frénétique où les politiques et les « révolutionnaires » croient bouleverser le destin du monde par des expériences fracassantes, dont les conséquences imprévisibles risquent de compromettre la notion même de progrès et de liberté. Combien seraient les bienvenus, chez nous comme ailleurs (je pense aux pays sous-développés, si proches par certains côtés du monde terrien français de 1900), quelques hommes simples et sans ambition personnelle, dont le labeur syndical quotidien transformerait les conditions de vie en profondeur et de façon durable. Certes les moyens techniques permettent d'espérer des progrès bien plus spectaculaires qu'au temps d'Emile Guillaumin. Mais en sommes-nous si sûrs ? Les transformations sociales ne sont pas automatiques, si des « guides sans galons » ne se trouvent pas à la bonne place, au moment voulu.

Ce livre passionnant, pour qui veut comprendre l'homme de la terre, est plus qu'une anecdote. C'est la prise de conscience lente et souterraine, d'une fraction de la paysannerie française. Là comme ailleurs le carnage de la guerre de 1914 est venu détruire ce noble effort, par l'élimination physique des véritables élites de la nation. Mais tout n'aura pas été vain dans ces efforts patients de l'action sociale.

(1) Réédition « La fenêtre ouverte », 23, rue Richelieu, Paris (1^{er}), 1959.

On ne peut mieux conclure cette lecture attachante que par cette citation de Kant, mise par E. Guillaumin en exergue d'un article de 1913 du Bulletin de la Fédération des Travailleurs de la Terre, région de Moulins :

« De ce qu'une chose n'a pas réussi jusqu'ici on ne saurait conclure qu'elle ne réussira jamais, et l'on n'est pas fondé à renoncer à un certain but tant qu'on n'a pas démontré l'impossibilité de l'atteindre. »

J.-D. M.



LES INSTITUTEURS

Crapouillot, numéro de janvier 1961 (5 NF)

C'est une excellente idée qu'a eue « Le Crapouillot » de consacrer son numéro de janvier 1961 aux instituteurs. La couverture est illustrée d'une photographie représentant la tribune d'un meeting; « Vive l'Ecole laïque ! » proclame la banderolle qui la décore. L'actualité du fascicule est ainsi suffisamment mise en lumière.

Le sommaire indique : L'enseignement primaire en France jusqu'à 1900, par Pierre Dominique; des extraits de Michelet et de Péguy sur les maîtres d'école; Les instituteurs, le mouvement ouvrier et la première guerre mondiale, par Lucien Leray et Jean Maitron; L'instituteur, personnage de roman; Les instituteurs écrivains; Luttés et réalisations de 1919 à 1960, par Maurice Dommanget.

Nous retrouvons donc ici quelques-uns de nos bons camarades. Mais, en lisant cet intéressant numéro spécial, nous retrouverons tous les militants instituteurs dont les noms chantent dans les mémoires ouvrières et dont plusieurs nous ont touché et nous touchent encore de très près.

Ajoutons que ce numéro est brillamment illustré de photographies et de dessins qui, à eux seuls, constituent une histoire et une monographie vivante des instituteurs et de leur intervention dans les batailles sociales.



POEMES INSOU MIS

par Lena LECLERCQ (Editions de l'Arbalète)
Diffusion « Inter »

Nous avons parlé en son temps de « Pomme endormie », recueil de poèmes de notre camarade Lena Leclercq. Voici qu'elle nous donne maintenant « Poèmes insoumis ». Ce titre n'est d'ailleurs pas « opportuniste »; il n'a pas de lien avec l'actualité. Ce sont des poèmes insoumis, pour tous les temps. La poésie ne se commente pas. C'est une musique avec des mots. Elle chante pour le lecteur (ou bien elle ne chante pas...). En voici un, entre cent (il y en a cent en effet dans ce petit recueil). Nous l'entendons chanter.

Un soir dans un bistrot

Un soir dans un bistrot,
c'était peut-être à Londres,
c'était peut-être ailleurs,
pour une histoire de cœur
un sale coup de couteau.
Pourquoi, pourquoi dans l'ombre,
et pourquoi dans le dos ?
On jeta l'homme à l'eau,
pourquoi, pourquoi dans l'ombre ?
Un parfum en détresse avec lui naufragea.
Tout prend la forme des adieux
depuis qu'il s'en alla
pour ne plus revenir,
et le monde est bien grand pour ceux qui
[l'attendaient

sans pouvoir oublier
pourquoi, pourquoi dans l'ombre
et pourquoi les adieux ?
Pour une histoire de cœur,
de bière et de tabac,
pour une histoire d'honneur,
pour une histoire.

LA PREMIÈRE RÉUNION DU NOUVEAU "NOYAU"

Après notre assemblée du 6 novembre, nous nous sommes occupés du «noyau», puisque c'est ainsi que, depuis la création de la «R.P.», on appelle le petit groupe de militants qui fait vivre notre revue. Nous avons voulu retrouver à nos côtés les premiers compagnons de Pierre Monatte, rappeler les camarades qui s'étaient un peu éloignés de la «R.P.» sans avoir, en fait, jamais rompu avec elle; enfin, nous avons demandé à plusieurs camarades qui militent à F.O., à la C. G.T. ou chez les autonomes, et dont certains y ont d'importantes responsabilités, de venir travailler avec nous.

Si le «noyau» est encore insuffisamment rajeuni à notre gré (nous ne cesserons pas d'y penser), nous sommes très satisfaits du résultat de notre appel: confirmation de l'adhésion de «vieux» comme Alfred Rosmer et d'anciens et fidèles compagnons comme Thévenon, retour de camarades comme J.D. Martinet et G. Walusinski. Ce dernier ne fait que des réserves d'ordre pratique — reprises d'ailleurs par plusieurs autres — et qui tiennent au manque de temps. Il nous écrit: «Les désaccords qui subsistent sont moins importants que l'accord fondamental sur la nécessité de faire vivre et prospérer la R.P.». La première réunion du noyau «élargi» a décidé de s'adresser encore à d'autres camarades que notre convocation avait omis. Parmi ceux que nous avions convoqués, plusieurs n'ont pu être présents en raison de leur travail; mais, en s'excusant, ils nous ont affirmé leur solidarité, quelquefois de façon très chaleureuse. Des camarades de province feront partie du «noyau»; la Loire, bien entendu, y est représentée, mais aussi le Nord et le Lot, notamment.

A vrai dire, parmi les amis auxquels nous avions fait appel, un seul s'est explicitement récusé. C'est notre camarade G. Lamizet, de l'Enseignement. Mais il l'a fait de telle façon que nous ne résistons pas au plaisir de publier sa lettre. Elle ne manquera pas de faire réfléchir et, nous l'espérons, de provoquer des discussions utiles:

*SYNDIQUES ET MILITANTS,
«NOYAU» ET «PULPE»,
REVOLUTIONNAIRES OU AUTRES*

Il me paraît très souhaitable que le «noyau» de la R.P. s'élargisse et en particulier qu'il s'adjoigne des jeunes. Les «Pages libres» avaient retenu l'attention d'un garçon de vingt ans qui s'appelait Monatte. Je continue de penser qu'un des moyens de gagner de nouveaux lecteurs pourrait consister à faire dans chaque numéro une revue copieuse de la presse du travail, syndicale et extra-syndicale, y compris des petits bulletins qui sont ronéotypés ici ou là. Ainsi la R.P. ne serait-elle plus seulement une «boutique», si vénérable soit-elle, parmi d'autres boutiques, mais un «carrefour». On y trouverait un tableau des événements et des opinions dans le monde du travail.

Pour votre offre, je ne crois pas pouvoir l'accepter et je vous dois une explication. Je suis un syndiqué; je ne suis pas ce que vous appelez un militant; et j'ai des raisons qui me semblent assez fortes de ne pas en être un. Je suis un abonné de la R.P. qui la lit, ce qui n'est pas le cas de tous ses abonnés, mais rien de plus. Je lui ai su gré et je lui sais gré de ses combats pour la liberté et la justice, de son souci de la vérité, de son non-conformisme, de sa lutte contre le nationalisme, contre le colonialisme, de sa résistance aux prétentions de l'Etat, qui me pa-

raissent le plus grand danger dont soient menacés aujourd'hui les hommes. Mais je ne me place nullement dans votre perspective. La R.P. est une revue syndicaliste révolutionnaire; je ne suis pas un révolutionnaire, parce que la révolution qui met en place un peu partout un socialisme autoritaire et bureaucratique, une révolution dont je ne veux pas plus que vous, la révolution à la manière de Lénine et de Staline (l'un conduisant à l'autre), me paraît dans le monde d'aujourd'hui la seule qui soit possible; je ne suis pas un syndicaliste, parce que la bureaucratisation du syndicalisme de masse et son intégration à la société, sinon à l'Etat, me paraissent dans la nature des choses. Ce sont là des conséquences des transformations économiques. Même si elles se font moins sentir en province qu'à Paris, je ne crois pas comme vous, pas du tout, que le syndicalisme puisse être redressé. Espérons que se constitueront de nouvelles formes de lutte contre l'oppression et contre l'exploitation. Si j'aperçois des signes réconfortants, c'est bien rarement à la direction des syndicats. Ce que je pense du syndicalisme, c'est ce que je pense et que vous pensez vous-même du parlementarisme. Les mœurs des syndicats sont aujourd'hui celles des partis. Et je ne souhaite pas qu'on combatte les syndicats ou le Parlement, mais qu'on les prenne pour ce qu'ils sont, et qu'on n'en attende que ce qu'ils peuvent donner. Je mets mon bulletin de vote dans l'urne aux élections, et je l'y mettrai au référendum; j'ai une carte syndicale; j'ai une police d'assurance contre l'incendie.

Rien, je crois, qui m'empêche de faire de temps en temps de mes réflexions un article que vous jugerez bon ou non de publier. Je peux faire partie de la pulpe encore que je n'aie grand chose à apporter de bien nourrissant. Je ne peux pas faire partie du «noyau». En toute sympathie.

Les brochures de l'Union des Syndicalistes

Bientôt :

LE SYNDICALISME LIBERTAIRE EN SUEDE ET L'ETAT DE BIEN-ETRE

par Ardivisson. Préface de Rüdiger

La S.A.C. n'aurait pu conserver son influence au sein de la classe ouvrière dans la situation actuelle, si elle n'avait pas adapté ses tactiques à la situation dans laquelle les ouvriers suédois vivent... La meilleure fidélité aux idéaux consiste à les interpréter sous une forme qui puisse être comprise par les nouvelles générations, sous une forme qui provoque de nouvelles sympathies, qui puisse convaincre de nouveaux hommes et en faire des partisans des idées, disposés à les pratiquer dans la vie de notre temps...

Nombreux sont ceux qui découvrent que les «utopistes», amants de la liberté, étaient de plus grands réalistes que les socialistes «scientifiques» des partis...

★

En préparation: une nouvelle brochure de l'Union des Syndicalistes.

LA SITUATION DES VIEUX TRAVAILLEURS EN FRANCE

Retraites de la Sécurité Sociale. Retraites complémentaires.

Revendications et action syndicales pour une retraite suffisante pour tous à 60 ans.

LES FAITS DU MOIS

JEUDI 1^{er} DECEMBRE — L'ambassadeur de la R.A.U. est expulsé du Congo. Par représailles, les entreprises belges en Egypte sont nationalisées.

VENDREDI 2. — Au Congo, arrestation de M. Lumumba par les troupes du colonel Mobutu.

SAMEDI 3. — A l'O.N.U., veto de l'U.R.S.S. à l'admission de la Mauritanie.

DIMANCHE 4. — Elections sarroises : progrès social-démocrates.

LUNDI 5. — MM. Lagallarde, Susini, Demarquet, Ronda et Féral, accusés du complot des barricades, s'enfuient en Espagne.

MARDI 6. — Le projet de force de dissuasion est définitivement adopté par l'Assemblée Nationale contre 215 voix.

MERCREDI 7. — Ouverture à l'Assemblée Nationale du débat algérien.

JEUDI 8. — Le Conseil des Ministres approuve le projet de loi soumis au référendum le 8 janvier.

VENDREDI 9. — Voyage du général de Gaulle en Algérie.

SAMEDI 10. — A Alger, à Oran et à Bône, violentes manifestations européennes et contre-manifestations musulmanes.

Au Laos, le prince Souvanna Phouma, chef du gouvernement, se réfugie au Cambodge.

DIMANCHE 11. — Le bilan officiel des manifestations algériennes à Alger fait état de 96 morts, dont 6 Européens. Il y a aussi des victimes à Oran et à Bône.

MERCREDI 14. — M. Gizengo, lieutenant du Lumumba, installe un gouvernement à Stanleyville. Révolution manquée en Ethiopie, faisant plusieurs centaines de morts

20 sénateurs musulmans (sur 24) demandent une enquête sur la répression des manifestations musulmanes.

JEUDI 15. — Le Conseil des Ministres annonce des sanctions contre le général Salan, décide la dissolution du Front de l'Algérie Française et la révocation de quarante fonctionnaires pour avoir obéi à l'ordre de grève à Alger.

Conférence des chefs d'Etats africains d'expression française à Brazzaville.

VENDREDI 16. — Collision aérienne au-dessus de New-York : 142 morts.

Conseil atlantique à Paris.
Grève des postiers.

LUNDI 19. — L'assemblée des Nations-Unies adopte la résolution afro-asiatique sur l'Algérie.

Signature de l'accord économique soviéto-cubain.

MARDI 20. — Au Soviet suprême à Moscou, M. Gromyko invite M. Kennedy à renouer le contact, condamne la politique française en Algérie.

Campagne du référendum : le général de Gaulle demande au pays un « oui » franc et massif.

En Belgique : grève générale des syndicats socialistes qui protestent contre la loi d'austérité et demandent la démission du gouvernement Eyskens.

MERCREDI 21. — A Puteaux, congrès extraordinaire du Parti socialiste.

VENDREDI 23. — Manifestations nocturnes de Musulmans à Oran.

Grève des pilotes des Boeing d'Air-France.

SAMEDI 24. — Succès d'une grève de 48 heures des journalistes italiens.

LUNDI 26. — Au Parlement yougoslave, Tito condamne les agissements français en Algérie.

Nouveau gouvernement royal en Arabie séoudite.

MARDI 27. — Au Laos, constitution du gouvernement Boum-Oum, contre le Paphet Lao soviétisant.

Explosion de la troisième bombe atomique française à Reggane.

MERCREDI 28. — Le maréchal Juin explique pourquoi il répondra « non » au référendum.

Nouvelles manifestations à Oran : deux morts.

JEUDI 29. — Le syndicat des Typos parisiens (C.G.T.) approuve sa fédération de ne pas prendre parti au référendum.

Accord commercial franco-yougoslave.

VENDREDI 30. — Conclusion d'un nouvel accord germano-soviétique et prorogation de l'accord de 1951 sur les échanges entre les deux Allemagnes.

Nouvelles manifestations à Bruxelles, où un gréviste est tué.

La crise du Laos provoque des interventions diplomatiques des Etats-Unis et de la Chine.

D'où vient l'argent?

MOIS DE DECEMBRE 1960

RECETTES :

Abonnements ordinaires	822,81	
Abonnements de soutien	260 »	
		1.082,81
Souscription		126,50
Vente « R.P. »		16,60
Vente des livres et brochures		35 »
		1.260,91
Total des recettes		1.515,71
En caisse à fin novembre		1.776,62

DEPENSES :

Achat d'exemplaires du livre d'Hagnauer ..	80 »
Frais d'expédition	16,50
Autres frais généraux	85,20
	181,70
Total des dépenses	181,70
En caisse à fin décembre :	
Espèces	380,77
Chèques postaux	1.214,15
	1.594,92
	1.776,62

LES ABONNEMENTS DE SOUTIEN

R.B. (Seine-et-Marne), 25; Jean-Paul Finidori (Tunis), 20; Georges Folcher (Loire), 30; Dr René Goffin (Belgique), 50; Louis Latard (Nièvre), 30; Robert Marchetti (Paris), 20; Lucien Marzet (Seine), 25; Henri Ploquin (Seine), 30; Gilbert Walusinski (Seine-et-Oise), 30. — Total : 260 NF.

LA SOUSCRIPTION

Jean Aulas (Alpes-Maritimes), 5; Mlle Georgette Cattané (Seine-et-Oise), 5; Robert Détroit (Seine-et-Oise), 5; Jean Duperray (Loire), 8,50; François Gauthier (Maine-et-Loire), 5; Albert Goldschild (Paris), 30; Robert Grimm (Moselle), 5; René Guillet (Haute-Vienne), 5; Jean Hémy (Côte-d'Or), 8; Raymond Jullien (Isère), 2; Antoine Laval (Seine), 5; Mlle Marie-Louise Marquis (Paris), 15; Victor Nan (Haute-Garonne), 8; Jean-Marie Sauzet (Allier), 5; Georges Thomas (Indre), 5; Mlle Germaine Thomas (Saône-et-Loire), 5; Véga (Haute-Marne), 5. — Total : 126,50 NF.

UN LIVRE POUR LES :

BIBLIOTHEQUES SYNDICALES,
CENTRES D'APPRENTISSAGE,
CENTRES PROFESSIONNELS...

UN GUIDE pour composer la planchette à livres du militant.

LES JOIES ET LES FRUITS DE LA LECTURE

de Roger HAGNAUER

Préface de Georges DUHAMEL, de l'Académie Française

Le livre : 6 NF.

VOUS POUVEZ ENCORE VOUS PROCURER...

LA CHINE

par Robert LOUZON

Prix : 4 N.F. (franco)

TROIS SCISSIONS SYNDICALES

par Pierre MONATTE

Prix : 6 N.F. 90

(Commandes à adresser à « la Révolution prolétarienne »

C.C.P. 734-99 Paris)

L'ACTUALITÉ DE LA CHARTE D'AMIENS

par Roger HAGNAUER

EST-CE QUE LE BATIMENT VA ?

par Pierre DICHAMP

Chaque exemplaire : 1 N.F.

(Commandes à adresser à l'Union des syndicalistes
R. Marcheti, 103, rue Orfila, Paris-20°, C.C.P. 7473-08 Paris)

**LE MOUVEMENT OUVRIER
PENDANT LA PREMIÈRE GUERRE MONDIALE**

par Alfred ROSMER

Tome II. — De Zimmerwald à la Révolution russe

Prix provisoire de lancement : 15 N.F.

(Commandes à adresser au Cercle Zimmerwald

78, rue de l'Université, Paris (7^e), C.C.P. 8.490.16 Paris)
